



75

Vendredi 24 juin 2016 - N° 22332 - www.leparisien.fr

2,40 €

# Le Parisien

## Votre offre week-end

### RUE OLGETTINA-DES-LANDES

# Molmed sous tension

Dimanche, les électeurs de Chmp voteront pour ou contre l'implantation d'un  
fabrique de TK près de Nantes. Un scrutin risqué pour le gouvernement. (Pages 2 et  
3)



## Accalmie sur le front de la loi Travail



La dixième journée de mobilisation contre la loi El Khomri, strictement encadrée  
par les forces de l'ordre, s'est déroulée sans incident notable. (Page 6)

### PARIS III<sup>e</sup>

Muni d'une arme factice,  
il sème la panique sur  
les terrasses (Cahier central)

### ÉCONOMIE

La justice s'invite  
chez Airbnb (Page 8)

### SOCIÉTÉ

Les jeunes disent  
« oui » aux émojis (Page 9)

### SPORTS

■ Euro 2016 :  
les tops et les flops  
du premier tour  
(Pages 14 et 15)

■ Rugby :  
Toulon-Racing,  
une finale hors norme  
(Pages 20 et 21)

R 20174 - 624 - 2,40 €





## ■ L'ÉDITO

## Un jour sans fin

Manuel Valls ressemble à Phil Connors, le héros du film culte « Un Jour Sans Fin ». Comme lui, il paraît condamné à revivre sans cesse les mêmes événements fâcheux. Le fiasco de la déchéance de nationalité l'a fâché avec la gauche du Parti socialiste. Le chemin de croix de la loi Travail l'a transformé en cible des syndicats. L'épineux dossier de Notre-Dame-des-Landes, qui revient à la une de l'actualité, le coupera à coup sûr des écologistes et le conduira à ordonner une délicate opération de police contre les zadistes. Dans « Un Jour Sans Fin », Phil Connors brise la malédiction en changeant de comportement. Un exemple à suivre pour le Premier ministre ?

FRÉDÉRIC VÉZARD  
@FVEZARD

## ■ LES GRANDES DATES

**1965** : le préfet de Loire-Atlantique lance la recherche d'un site susceptible d'accueillir un nouvel aéroport pour le grand Ouest.

**1970** : le comité interministériel d'aménagement du territoire valide le choix de Notre-Dame-des-Landes, parmi 17 sites.

**1974** : création d'une zone d'aménagement différée (ZAD) de 1225 h, qui entraînera la préemption progressive des terres par le conseil général.

**26 octobre 2000** : Lionel Jospin relance le projet, endormi depuis 25 ans.

**10 février 2008** : publication au Journal officiel du décret déclarant le projet d'utilité publique après avis favorable de la commission d'enquête.

**août 2009** : début d'occupation de la ZAD par les militants anti-aéroport.

**31 décembre 2010** : Vinci obtient la concession du futur aéroport pour 55 ans.

**Novembre 2012** : le gouvernement Ayrault suspend l'opération « César » visant à expulser les zadistes et met en place une commission de dialogue.

**Avril 2013** : la commission conclut à l'utilité du projet, préconisant d'améliorer les mesures de compensation environnementale.

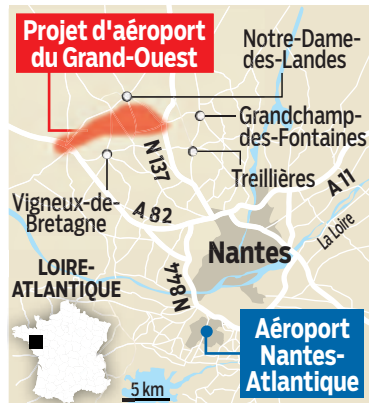
**30 octobre 2015** : deux mois après le rejet des recours environnementaux des opposants, et confirmation de la poursuite du projet par Manuel Valls, la reprise des travaux est annoncée pour 2016.

**25 janvier 2016** : la justice valide l'expulsion des derniers agriculteurs et riverains sur la ZAD, mais aucune expulsion n'est encore engagée à ce jour.

**11 février** : alors que des ministres écologistes entrent à nouveau au gouvernement, François Hollande annonce la tenue de la consultation de juin.

# Veillée d'armes à Notre-Dame-des-Landes

**POLÉMIQUE.** Pour ou contre le futur aéroport ? Les électeurs de Loire-Atlantique doivent se prononcer. Sur le site, à deux jours du scrutin, la tension est palpable.



**LES MARINS** le savent bien : une accalmie en mer peut parfois être le prélude à une nouvelle tempête. Si la dixième manifestation contre la loi travail s'est déroulée hier sans incidents notables, de nouvelles braises de contestation menacent de s'enflammer dimanche. Près d'un million d'habitants de Loire-Atlantique sont appelés aux urnes pour trancher sur l'avenir du projet controversé d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Mais la portée de cette consultation locale, décidée par François Hollande, dépasse de loin les frontières du département. Et quel que soit le résultat du vote, l'exécutif risque de traîner jusqu'au bout comme un boulet ce projet décidé en 1965... quand Charles de Gaulle était président.



Alors que les zadistes occupent toujours le terrain et ne sont pas prêts à capituler, la tension entre pro et anti-aéroport monte au fur et à mesure que l'échéance se rapproche. Le gouvernement et Solférino se sont abstenus de faire campagne dans le bocage nantais pour ne pas jeter de l'huile sur le feu. Mais la ministre de

l'Ecologie, Ségolène Royal, a perturbé cette stratégie de discrétion il y a quelques mois en mandant sur place des experts de son ministère qui ont jugé le projet de futur aéroport « surdimensionné ». D'où la colère de Matignon : « si on change le projet, on en reprend pour 15 ans avec de nouvelles enquêtes publiques et on passe

pour des rigolos. Il y a un moment où il en va de l'autorité de l'Etat ».

Officiellement, le Premier ministre Manuel Valls affiche une ligne claire : « si c'est oui on le fera, si c'est non, on ne le fera pas ». Mais un de ses proches ajoute, martial : « si c'est oui, ce n'est pas 500 types dans les bois qui nous empêcheront de réaliser cet aéroport ».

## Une évacuation peu probable juste avant la présidentielle

L'avocat Arnaud Gossement est pourtant persuadé que « le gouvernement n'évacuera pas la ZAD » : « ce serait prendre le risque d'un nouveau Sivens à quelques mois de la présidentielle ». « Et même si le oui l'emporte, il y a encore de nombreux recours judiciaires à lever et je pense que c'est la prochaine majorité qui héritera du bébé », ajoute ce spécialiste du droit de l'environnement.

L'écologiste Cécile Duflot a déjà déclaré qu'en cas de victoire du oui, elle continuerait à s'y opposer. Au sein du gouvernement, le projet divise depuis... 2013. Alors qu'il était ministre et que Jean-Marc Ayrault (ex-maire de Nantes) occupait Matignon, Arnaud Montebourg lui avait lancé en privé : « tu fais ch... la terre entière avec ton aéroport dont tout le monde se fout ! ». On se demande bien qui a eu l'idée d'organiser l'université d'été du PS, fin août à... Nantes.

PHILIPPE MARTINAT ET FRÉDÉRIC MOUCHON

## « Oui ou non. On est là pour rester ! »

### Camille, un zadiste

Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique)  
De nos envoyées spéciales

« **LE GOURBI ?** Vous y êtes presque. A gauche, après le chemin de terre », indique un jeune homme devant un Vélib' parisien égaré. Pas facile de se retrouver dans la ZAD (zone d'aménagement différée pour l'administration, zone à défendre pour les occupants). Dans cette enclave de 1600 ha, les derniers arrivants ont créé leurs lieux-dits et tagué les panneaux. Si les zadistes sont entrés dans le dictionnaire, leur géographie n'a pas encore trouvé sa place dans notre GPS.

Au Gourbi, sept « Camille », pseudo qu'ils se donnent pour rester anonymes, sont en plein travaux de terrassement. « Ce sera notre nouvelle salle de réunion. La précédente a brûlé à cause d'un incendie criminel ! » précise Cyril, le seul qui donne son vrai prénom. Ils construisent un espace plus résistant comme une preuve qu'ils sont bien enracinés dans le bocage.

**« Je plante des légumes, je construis des maisons, je fais de la politique en direct... »**

Un zadiste

« Qu'importe la mascarade électorale, Oui ou non. On est là pour rester maintenant ! » assure un Camille en tee-shirt noir à qui l'échec des expulsions de 2012 a donné de l'espoir.

Voilà 8 ans que la ZAD est occupée. La factrice a eu le temps d'enregistrer qui habite où et distribue les cartes postales, les colis et « les avis d'expul-

sion aussi mais on ne lui en veut pas et on lui paie le café », plaisante un Camille aux yeux bleus et bottes en caoutchouc rose, qui a refait sa vie dans la ZAD depuis 5 ans. « Je plante des légumes, je construis des maisons, je fais de la politique en direct. Franchement je n'aurais jamais espéré accomplir ainsi mes rêves », assure celui qui a une carrière dans l'audiovisuel à Paris. Depuis les premières cabanes, cette enclave qui compterait 200 habitants répartis sur 60 lieux a bien changé. De vraies maisons loufoques côtoient les caravanes et les fermes centenaires redécorées façon streetart. Le site est protégé comme un camp retranché, avec des « postes-frontières » de brique et de broc et sur certaines routes, des chicanes faites de voitures brûlées pour empêcher la progression des forces de l'ordre, pourtant absentes mercredi.

Ici vivent aussi des paysans qui ont refusé les indemnités et bravent les avis d'expulsion. Parmi eux, Marcel Thébaud continue de traire ses 50 vaches et brebis. Dimanche, il est l'un des rares de la ZAD qui pourra voter. Il dira non. « Si nous l'emportons, le DUP (déclaration d'utilité publique) sera abrogée nous pourrions rester. Ça a été le cas dans le Larzac dans les années 1980, les paysans ont gagné la lutte ».

ÉMILIE TORGEMEN



Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), mercredi. Certains zadistes sont installés depuis 8 ans. L'enclave compterait 200 habitants. (LP/Aurélien Ladet.)





Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), mercredi. A l'approche du scrutin, la tension monte entre les pro et les anti-aéroport. Chacun affiche son avis à sa manière. (LP/Aurélië Ladet.)



Notre-Dame-des-Landes, mercredi. Loin de la ZAD, Pierre et Rachel n'ont pas peur d'exprimer leur soutien au projet d'aéroport et dénoncent une « omerta ».



Sylvie et Marcel Thébault, deux fermiers « historiques », dont l'exploitation est située sur la ZAD, bravent les avis d'expulsion. Dimanche ils voteront non à l'aéroport.

# « C'est capital que tout le monde vote »

Reine\*, une habitante de Notre-Dame-des-Landes

Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique)  
De nos envoyées spéciales

« **NOTRE-DAME-DES-LANDES**, 2 100 habitants, est connue jusqu'à Tombouctou mais pour les casseurs et les chevelus ! » s'exclame Claude\*. En veste de jogging, la soixantaine alerte, elle vient apporter le journal à Marie\*, 81 ans. De part et d'autre de la palissade les deux voisines discutent du référendum qui aura lieu dans deux jours. « Je suis contre un aéroport qui ruine le bocage », assume la landaise — le nom des habitants d'ici —, fière de l'être depuis 30 ans. Elle se hâte d'ajouter « mais que le oui ou le non l'emporte, il faut que les zadistes quittent la commune ».

Depuis son jardin, Marie, chignon gris serré n'est pas d'accord : « on leur met tout sur le dos ! » Mais, dimanche, elle aussi dira niet, « non à l'aéroport et que les jeunes restent dans la campagne, ils profitent du grand air ! » s'amuse la grand-mère rebelle. Aucune ne veut donner son nom, par peur des tensions ou même « d'éventuelles représailles ». Ambiance... Notre-Dame-des-Landes, ce n'est pas que le nom d'un projet controversé, c'est aussi un joli village avec son bar, son club de claquettes et ses champs. Mais à l'approche du scrutin entre les pro et les anti-aéroport, la pression monte. Même si ce n'est pas la question posée, beaucoup d'électeurs, en glissant leur bulletin dans l'urne, répondront en fait à « faut-il virer les squatteurs ? »

Si les deux femmes s'opposent à ce

que des coucous se posent à quelques kilomètres de leurs maisons, tous les habitants ne sont pas de cet avis. La preuve à leurs pieds, inscrite à la peinture blanche à même la chaussée, un grand « Votez oui ». A quelques pas, Reine\*, qui refuse pourtant de confier son choix martèle « c'est capital que tout le monde vote. Je crois que ce sera le cas après des décennies à attendre une solution ».

A l'heure du déjeuner, dans le restaurant du village, Pierre et Rachel dénoncent une « omerta comme en Corse ». Ces fervents défenseurs du projet n'habitent pas à proximité de la ZAD, « alors on peut s'exprimer librement mais dans le village, c'est clair,

beaucoup ont peur de ces gens-là ». Comprenez les zadistes. A la table voisine, Gaétan, interrompt sa dégustation de la dinde à la crème du jour : son entreprise doit bientôt évacuer des déchets de cette drôle d'enclave.

« Nous sommes obligés d'établir un protocole de sécurité avec la préfecture, des CRS accompagneront mes équipes, assure-t-il. Un autre entrepreneur local a vu sa grue détruite ! »

Sur l'ardoise de la boulangerie soupçonnée d'être contre l'aéroport on a écrit un gros « oui » indélébile.

Depuis, la boulangère tente d'inventer de nouveaux slogans autour de ces trois lettres. Avant-hier, on lisait un malicieux « je dis Oui à l'été ».

En dehors du bourg, Monique\* ne cesse de le répéter : « ça m'énerve » en nous faisant entrer dans sa maison, une des premières en bordure de la ZAD. « Ici, on n'y passe plus ». Son fils aussi contourne tous les jours la zone pour se rendre à son stage. « En 2012, c'était pire. Je l'ai accompagné en voiture tous les matins au collège pendant des mois. A cause des CRS postés sur la route, le

car de ramassage ne passait plus », raconte cette employée d'un supermarché du coin. Dans la chambre de l'adolescent, on trouve des autocollants géants « Oui à l'aéroport ». Son pire souvenir c'est en février, pendant le « FestiZAD », des concerts organisés pour militer contre l'aéroport. Un occupant a passé la nuit dans la cabane au fond du jardin. « Le lendemain, je l'ai vu sortir sans gêne. On est quand même chez nous, non ? » Pour autant Monique ne pense pas à déménager. « Nous payons nos impôts, nous avons acheté notre maison. On ne va pas leur donner raison. »

ÉMILIE TORGEMEN

\* Les prénoms ont été changés.

« Dans le village, c'est clair, beaucoup ont peur de ces gens-là »

Un couple, en parlant des zadistes

## « Il faut refermer ce vieux dossier » Guillaume, qui tractait pour le oui mercredi à Nantes

Nantes (Loire-Atlantique)

Passage Pommeray, dans le quartier chic de Nantes, Sophie et Guillaume, reconnaissables à leur chasuble bleu vif, font campagne. Ils ne ménagent pas leur peine pour que le oui l'emporte. La décoratrice et le pilote maritime tractent pour l'association des Ailes pour l'Ouest, bien connue pour son engagement en faveur du projet de Notre-Dame-des-Landes. « Il y a eu 154 décisions de justice favorables au transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique, zéro contre ! assure

Guillaume en interpellant un couple. Il faut refermer ce vieux dossier qui pourrait tout ». Le matin même, le quadragénaire collait des affiches à 6 heures avant d'amener ses enfants à l'école. « Aujourd'hui des écoles sont survolées tous les jours par des avions, vous trouvez ça rassurant ? » fait mine d'interroger Sophie. L'actuel aéroport de Nantes ne dispose que d'une piste, si les avions atterrissent du Nord vers le Sud, ils doivent passer au dessus du centre-ville. C'est la motivation mise en avant par l'essentiel des élus du département, majoritairement (hors écologistes) favorable au projet pour

déplacer les pistes à une trentaine de kilomètres dans la campagne. A Nantes, les habitants s'intéressent, prennent les tracts, semblent réceptifs à ces histoires de décollage et d'atterrissage qui leurs cassent les oreilles. Que le nouvel aéroport soit une « opportunité économique pour le grand Ouest », n'est pas un argument qui fait recette. Solange, retraitée très élégante, écoute poliment : « mais pour moi ce sera non. Moderniser Nantes-Atlantique est bien suffisant. Le transfert est une Arlésienne qui ne se fera jamais autant l'accepter. »

É.T.





# Les Britanniques ont choisi

**BREXIT.** Partir ou rester dans l'UE ? Les électeurs du Royaume-Uni se sont fortement mobilisés hier pour répondre à cette question. Les résultats seront connus ce matin.



Londres (Royaume-Uni)  
De notre envoyé spécial

**LA PLUIE TOMBE** sur le Parlement de Westminster. Dans le parc qui fait face à Big Ben, les britanniques et les touristes continuent de déposer des hommages au pied des portraits de la députée Jo Cox, 41 ans, assassinée par un militant d'extrême droite la semaine dernière. Des bougies, des dessins, des bouquets de fleurs de toutes les couleurs. Et des messages, rédigés à la main, qui se délavent, peu à peu, sous les gouttes d'eau. « A Jo Cox, cette merveilleuse femme qui a donné tant en si peu de temps », a écrit Nadia sur une feuille.

Alors que les Britanniques se sont massivement rendus aux urnes, hier, une question était dans tous les esprits : la mort brutale de la jeune parlementaire, très engagée dans le camp des pro-européens, aura-t-elle fait basculer la campagne ? « Avant cette tragédie, les partisans du Brexit avaient environ 10 points d'avance, trop pour être rattrapés. L'écart s'est considérablement resserré au fil des jours. Le vote « remain » (rester) est même passé devant dans les dernières enquêtes d'opinion. Alors quoi qu'il arrive au final on peut en effet considérer qu'il s'agit d'un tournant », analyse un journaliste de la BBC.

Près de la gare de Waterloo, un militant du « In » distribue les derniers tracts aux passants. « A Lon-

dres, les gens sont allés voter en nombre, souligne t-il, capuche enfoncée sur la tête. La crainte des conséquences économiques d'un départ a peut-être permis de mobiliser une partie des indécis. »

## 83 % de participation

Les Britanniques ont fait la queue devant les 10 000 bureaux de change du pays pour vendre leurs livres sterling contre des euros ou des dollars. Les transactions en ligne étaient en forte hausse d'après les différents opérateurs. Car en cas de Brexit, les experts économiques avaient prévu que les turbulences seraient fortes et que la monnaie pourrait perdre entre 10 à 30 % de sa valeur.

Dans le camp du « non », on se voulait malgré tout optimiste en fin de journée. Les leaders du « Leave » continuaient à insister sur les avantages d'un départ : un meilleur contrôle de l'immigration, un gain d'en-

viron 10 milliards d'euros sur le budget communautaire, le retour à une économie moins régulée, davantage tournée vers l'Inde, les États-Unis ou la Chine, et débarrassée des règles tatillonnes édictées par Bruxelles. « J'ai voté non car je veux que mon pays retrouve sa souveraineté pleine et entière, c'est aussi simple que ça » explique Edward, 48 ans, maillot rouge de Manchester United sur les épaules.

Hier matin, le journal « The Sun » a encore fait sensation en publiant une manchette favorable au Brexit. Une photo du Royaume-Uni éclairé par le soleil levant, agrémentée de cette légende : Independence day. Les bureaux de vote ont fermé tard : 22 heures (23 heures en France). La nuit promettait d'être longue. Après des mois d'une campagne acharnée, les électeurs Britanniques se sont mobilisés à 83 % pour choisir leur destin.

FRÉDÉRIC GERSCHÉL @fgerschel

## ■ DERNIÈRE MINUTE

### Le maintien l'emporterait

Les Britanniques semblaient la nuit dernière se diriger vers un maintien dans l'Union européenne. Un ultime sondage réalisé dans la journée et publié à la fermeture des bureaux de vote avait donné le maintien vainqueur à 52 % grâce à une forte mobilisation des électeurs. Une tendance que

confirmait Nigel Farage, le leader du parti europhobe de l'UKIP qui dès minuit déclarait sur la chaîne Sky News que le maintien semblait bien avoir l'avantage. Autre signe : la livre britannique hier soir sur le marché des changes repassait le seuil de 1,50 \$, du jamais vu depuis décembre.



Londres (Royaume-Uni), hier. En face du Parlement, les Britanniques continuent de déposer des messages et des fleurs en hommage à Jo Cox, députée travailliste assassinée la semaine dernière. (LP/Jean-Nicholas Guillo.)

## « Est-ce que ce sera une mauvaise

### Ibrahim, réfugié syrien dans la « jungle » de Calais

Calais (Pas-de-Calais)  
De nos envoyés spéciaux

**DEPUIS UN MOIS**, le Calaisais s'est mis à l'heure anglaise : c'est un crachin typiquement londonien qui arrose quotidiennement ou presque la côte d'Opale. A l'inverse, cela fait déjà maintenant 13 ans que la Grande-Bretagne s'est rapprochée de la ville, en y installant... sa frontière.

En vertu des accords du Touquet, signés en 2003, les douaniers britanniques ont droit de cité sur le sol français, et d'y contrôler tous ceux prétendant entrer sur le territoire. C'est ce qui justifie en partie les millions donnés à la France pour sécuri-



ser le port et l'entrée du « channel », le tunnel sous la Manche. Ce qui, aussi, explique en grande partie l'implantation de la « jungle » côté français, où près de 6 000 personnes s'entassent selon les associations.

Cet après-midi-là, l'entrelac de

sentiers boueux qui serpente entre les tentes reste quasi-désert. C'est à l'intérieur des cabanes précaires que les hommes ont trouvé refuge. On y fume à l'abri des regards en cette période de ramadan, et l'on trompe le temps dans l'attente d'un hypothétique passage outre-Manche.

« Le Brexit ? C'est quoi ? », interroge à l'unisson quatre post-adolescents originaires de Syrie. « Ah oui, j'ai entendu parler de cette histoire », glisse finalement Abdallah, 22 ans. Comme beaucoup, il ne relève comme conséquence notable d'une éventuelle sortie de l'Union que la relocalisation de la frontière à Douvres (ville côtière du Kent, dans le sud-ouest



Calais (Pas-de-Calais), mardi. Dans la « jungle », près de 6 000 migrants attendent et espèrent passer outre-Manche. (LP/Arnaud Dumontier.)



Calais, mardi. Isabelle, coordonnatrice de l'association Help for Refugees, travaille dans la « jungle ». Anglaise, elle est opposée au Brexit. (LP/A.D.)



Calais, mardi. En plus de la police française, les douaniers britanniques se sont installés pour contrôler l'entrée des migrants sur leur territoire.



# leur destin



## Les accords de Schengen à la carte

■ S'il y a un sujet sur lequel les conservateurs pro-Brexit sont tombés d'accord avec leurs opposants, c'est sur la répugnance que leur a inspiré une affiche diffusée ces derniers jours par le parti anti-européen Ukip. Y figurait une colonne de réfugiés barrée de la mention « breaking point » (point de rupture) et du slogan « Nous devons reprendre le contrôle de nos frontières ». Ce contrôle, le Royaume-Uni l'a pourtant déjà. Le pays n'applique que certaines clauses de l'accord de Schengen. S'il participe à la coopération policière — laquelle pourrait être remise en question en cas de Brexit —, il conserve la gestion de l'entrée sur son territoire. Tout en appliquant la libre-circulation des citoyens européens, il a la possibilité de les contrôler. Quel sera l'avenir des 2,7 millions d'Européens qui y sont résidents permanents, parmi lesquels 300 000 Français ? Ils seraient a priori amenés à demander un visa. Ce que devront faire, vraisemblablement, les quelque 200 000 Britanniques, dont 70 000 retraités, installés en France.

N.J.

## Jean-Marie Le Pen frappé au portefeuille

**AFFAIRES.** Le fondateur du FN a vu ses indemnités d'eurodéputé réduites de moitié par le parlement européen. Il est soupçonné d'avoir employé de manière fictive un assistant parlementaire.

**LE PARLEMENT** européen demande à Jean-Marie Le Pen de passer à la caisse. Très précisément, l'institution réclame 320 026,23 € au fondateur du Front national. Une somme qui correspond à la rémunération de son assistant parlementaire entre 2009 et 2014, Jean-François Jalkh. Durant cette période, ce dernier était aussi... vice-président du FN. Et c'est ce mélange des genres qui déroute l'administration européenne.

Jean-Marie Le Pen, comme plusieurs autres eurodéputés du parti d'extrême droite, est en effet visé depuis plus d'un an par une enquête portant sur 20 assistants parlementaires soupçonnés d'emplois fictifs à Strasbourg. La procédure avait été lancée lorsque l'institution européenne avait pris connaissance de l'organigramme du parti et des doubles casquettes de nombreux assistants parlementaires, qui exercent en parallèle des fonctions officielles au FN.



Jean-Marie Le Pen. (LP/Olivier Corsan.)

L'enquête n'est pas encore bouclée, mais sans attendre, le parlement s'est lancé dans l'opération remboursement. Jean-Marie Le Pen ayant refusé de payer la somme réclamée, il est tombé sous le coup d'une procé-

dure administrative. Son salaire a été réduit de moitié (de 6 200 € nets à 3 100 €), tout comme ses indemnités journalières, tandis que ses frais généraux ont été supprimés.

### Bruno Gollnisch pourrait aussi être visé

De quoi faire bondir le patriarche qui a demandé à son avocat de formuler un recours devant le tribunal de première instance de l'UE. Il ne devrait toutefois pas être un cas isolé. D'autres eurodéputés FN vont recevoir prochainement une notification les informant qu'une procédure similaire a été engagée contre eux. Bruno Gollnisch pourrait ainsi être le prochain. « S'ils font ça, je dépose une plainte pour harcèlement au pénal et devant la cour de justice européenne », assure-t-il. Et de dénoncer « une persécution politique ».

VALÉRIE HACOT  
@vhacot1

## Candidature de Georges Tron, encore un choix polémique

**LES INVESTITURES** polémiques pour les législatives de 2017 se suivent chez les Républicains. Après l'annonce mercredi, de celle de Patrick Balkany, dans les Hauts-de-Seine, c'est au tour de Georges Tron d'avoir été désigné par le parti, a révélé hier l'hebdomadaire « Le Point ». Problème, celui qui avait perdu en 2012 son

siège de député de l'Essonne, est toujours en attente de son procès aux assises, pour viol sur deux anciennes employées de sa mairie de Draveil.

La décision passe mal chez certains membres du parti. Damien Abad, député de l'Ain et proche de Bruno Le Maire, dénonce une décision « inexplicable ». Franck

Riester, député de Seine-et-Marne, et autre partisan de Le Maire, regrette lui aussi ce choix : « Sur ce dossier comme sur celui de Balkany, un beau symbole aurait été d'investir une femme. ». Tron a réagi hier soir sur France Info. « Si je n'étais pas innocent, je ne serais pas candidat », s'est-il défendu.

A.L.

## chose pour nous ? »

de l'Angleterre), en cas d'une hypothétique remise en cause des accords du Touquet. « On pourrait prendre le train », se plaît à rêver Ibrahim, un autre de ce groupe de copains. Mais il reste incertain, et balance au gré des arguments communiqués par les bénévoles anglais œuvrant à leurs côtés. « Eux disent que c'est une mauvaise chose si l'Angleterre quitte l'Europe. Mais est-ce que ce sera une mauvaise chose pour nous ? C'est ça, la question... »

« Personnellement, je suis contre le Brexit, lâche Isabelle, Anglaise de 26 ans, coordonnatrice pour l'association Help for Refugees. Mais l'impact sur les migrants, tout le monde l'ignore ». En mars, Emmanuel Macron avait prévenu qu'en guise de mesure de rétorsion, un Brexit se solderait par une ouverture des frontières. En clair : la France ne retiendrait plus sur son sol ceux qui n'ont en tête que l'Angleterre. « Si la « jungle » se trouvait à Douvres, le rapport de force serait différent, analyse Isabelle. Nos voix pro-migrants sont puissantes, mais la France ne les écoute pas. Chez nous, notre gouvernement serait obligé d'en tenir compte. »

Sauf que, désavouant le ministre de l'Economie, l'Elysée a démenti vouloir dénoncer ces accords bilatéraux, et ce, quelle que soit l'issue du référendum. En toile de fond, les autorités françaises disent craindre « un appel d'air » et un afflux de migrants à Calais. « Dans tous les cas,

rien ne changera, anticipe Frédéric Van Gansbeke, président de l'union des commerçants du Calais. En matière d'immigration, cette question du Brexit est un jeu de dupes. »

Pour l'intéressé, le Royaume-Uni pratique déjà une politique « d'immigration choisie, mais sans le dire » : « Ils maintiennent cette main-d'œuvre immigrée en France, et ouvrent les vannes quand ils en ont

besoin. Comment expliquer qu'avec les mêmes scanners et les mêmes douaniers, un jour on trouve des clandestins dans les remorques, et le lendemain ils parviennent à traverser ? » « Peut-être que quelques centaines de personnes ont franchi la Manche ces dernières semaines », nous confirmait récemment une source officielle Française.

« Ce qu'il faut voir, c'est que pour ceux qui sont-là aujourd'hui, rien ne bougera, prévient Isabelle. Car en cas de Brexit, les négociations prendront au moins deux ans. » « De toute façon, ils font ce qu'ils veulent, soupire Bachir, un Koweïtien. J'ai réussi une fois à passer. Ils m'ont attrapé dans le Kent, et renvoyé ici sans même m'avoir demandé le moindre papier ou laissé le temps de m'expliquer. »

NICOLAS JACQUARD

VIDÉO leparisien.fr

A Calais, pour les migrants, ça ne changera pas grand-chose

## SOLDES SUPRÊMES

-20% -30% -40% -50%

SUR UNE SÉLECTION D'ARTICLES\* SIGNALÉS EN MAGASIN.

22 JUIN - 02 AOÛT

## PRINTEMPS

\*Dans la limite des stocks disponibles.



### OUVERTURES EXCEPTIONNELLES LES DIMANCHES :

HAUSSMANN - NATION - LOUVRE"  
DIMANCHES 26 JUIN, 3, 10 ET 17 JUILLET

ITALIE - VÉLIZY  
DIMANCHES 26 JUIN ET 3 JUILLET

PARLY  
DIMANCHE 26 JUIN

Consultation des horaires sur [printemps.com](http://printemps.com)  
\*\*Ouvert tous les jours, dimanche inclus



# Loi Travail : ça tourne en rond

**SOCIAL.** Après les fortes tensions suscitées par l'interdiction éclair de manifester, la dixième journée de protestation contre la loi El Khomri s'est finalement déroulée dans le calme. Reste que rien n'a bougé.

**UN TOUR DE PISTE** et puis s'en va... en attendant la prochaine. Pour la dixième fois, les opposants à la loi Travail ont répondu présent à l'appel à manifester lancé par les 7 syndicats opposés à la loi Travail, obtenu de haute lutte à Paris. Place de la Bastille (XI<sup>e</sup>), où tous les projecteurs étaient braqués suite au feuillet des dernières 48 heures sur l'interdiction ou pas du défilé, l'entrée était presque aussi sélecte qu'un Prix de Diane sur l'hippodrome de Chantilly (Oise). Au titre de l'élégance, les manifestants ont dû montrer patte blanche : barrages à tous les coins de rue et fouilles systématiques. Tous ceux dont les sacs à dos étaient remplis d'objets suspects ont dû rebrousser chemin. Une certaine ont même été interpellés. Un parcours réduit à la portion congrue — 1,6 km tout compris en forme de circuit tout autour du bassin de l'Arsenal — ajouté à un filtrage impressionnant qui ont pesé sans doute un peu sur les chiffres.

Le cortège de 60 000 manifestants, selon les syndicats, 20 000 selon la police, s'est ébranlé vers 14 h 15. Et une heure à peine après le départ, le carré de tête syndical avait bouclé son tour. En région aussi la participation était en petite forme, notamment au Havre (3 400 personnes selon la police, 20 000 selon les manifestants, contre 40 000 le 9 juin), à Marseille (2 800 selon la police contre 5 000 le 14 juin), à Lyon, à Bordeaux...



Paris (XI<sup>e</sup>), hier. 60 000 personnes ont battu le pavé selon les syndicats et 20 000 selon la police. (LP/Jean-Baptiste Quentin.)

Une baisse conforme au scénario de « l'es-soufflement » vendu depuis plusieurs jours par l'exécutif. Ce que réfute bien évidemment les syndicats, en reconnaissant pourtant volontiers que « tout cela tourne en rond », comme le tracé du défilé ! Hier matin, François Hol-

**« Si Manuel Valls n'avait pas fait ses déclarations intempestives publiques, il n'y aurait pas eu de manifestation »**

Jean-Claude Mailly, leader de FO

lande n'avait pas attendu pour entonner la ritournelle du « on ne lâchera rien » chère au Premier ministre. « Si Manuel Valls n'avait pas fait ses déclarations intempestives publiques, il n'y aurait pas eu de manifestation aujourd'hui », ironise d'ailleurs le leader de FO Jean-Claude Mailly, qui com-



Pour empêcher les débordements, les manifestants étaient fouillés avant de pouvoir accéder au défilé. (LP/Frédéric Duglé.)

me la CGT avaient initialement prévu de limiter les manifestations à la journée du 28 juin, et non le 23. C'est la menace d'une interdiction qui, selon eux, a mis le feu aux poudres de cette journée.

Manuel Valls, devenu désormais la tête de turc des opposants à la Loi Travail, peut néanmoins se féliciter d'une chose. Il n'a pas eu hier à sortir le carton rouge. Le défilé parisien, sous très haute surveillance, s'est déroulé dans un calme jamais

égalé depuis le début de la mobilisation en mars. Sous un soleil radieux, les policiers parisiens avaient sortis les bérets, gardant leurs casques attachés à la ceinture... C'était un signe.

CATHERINE GASTÉ

VIDÉO leparisien.fr

**Les anti-loi Travail « heureux » d'avoir manifesté**

## « Pas question de courber l'échine »

Julie, conseillère d'éducation

« **LES SALAUDS**, c'est pas nous ! » La pancarte attire les regards. Certains s'arrêtent pour prendre une photo. Son auteur sourit et prend la pose. « J'ai écrit ça ce matin sur un bout de carton, explique Julie, 40 ans. Ça résume bien mon état d'esprit du moment. » Depuis le mois de mars, cette conseillère principale d'éducation dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement parisien ne décolère pas. Au point qu'elle n'a pas raté une seule des neuf manifestations précédentes. « Je n'étais pourtant plus descendue dans la rue depuis des années. Mais là c'est trop grave. Je ne pouvais pas rester à rien faire ». Julie n'a pas hésité à prendre plusieurs jours de congés pour répondre présent. « Je perds de l'argent mais je m'en fiche. Pas question de courber l'échine. »



Paris (XI<sup>e</sup>), hier. Armée de sa pancarte, Julie a défilé pour redire son opposition à la loi Travail. Depuis le début du conflit social, elle a été de tous les cortèges. (LP/Jean-Baptiste Quentin.)

**« Les casseurs de vie, ce sont ceux qui nous gouvernent aujourd'hui »**

Denis, 27 ans, cheminot

Beaucoup de colère s'exprimait hier place de la Bastille (XI<sup>e</sup>), ce qui pouvait laisser craindre le pire. Contre toute attente, la manifestation autour du port de l'Arsenal s'est finalement déroulée dans le calme. Les commerçants alentours avaient pourtant pris leurs précau-

port, afin d'éviter que des casseurs ne puissent s'en prendre aux dizaines de bateaux amarrés en contrebas. Des fouilles, y compris dans les sacs, étaient effectuées par des barrages de CRS en amont, sur les multiples boulevards et rues qui mènent à la célèbre place. « On m'a obligé à enlever le bâton qui servait à tenir ma pancarte, raconte Denis, un cheminot parisien de 27 ans. Résultat, je suis obligé de la porter à bout de bras sur tout le parcours. » Dessus, cette inscription : « Casseurs de vitres contre casseurs de vie ». « Les casseurs de vie, ce sont ceux qui nous gouvernent aujourd'hui », précise le jeune manifestant.

Dans le cortège, certains n'ont pas hésité à faire le voyage depuis la province. Comme François, Didier et Michel, trois employés dans l'agroalimentaire, qui ont pris la direction de la capitale depuis la Marne pour la deuxième fois, après la manifestation unitaire du 14 juin dernier. « Même s'ils avaient maintenu l'interdiction, nous serions venus », lance Didier, 58 ans, élu syndical CGT depuis le début des années 1980. Ses collègues opinent de la tête. « Nous continuerons jusqu'à ce que cette loi soit supprimée » affirment-ils d'une seule voix.

ERWAN BENEZET  
ET FLORIAN MAUSSON



## Le siège de la CFDT vandalisé

Paris, 4 Boulevard de la Villette (XIX<sup>e</sup>), hier soir, 21 h 30. Les vitres du siège du syndicat CFDT ont été brisées à coups de pierres et de barres de fer, par un groupe de 300 à 500 casseurs dont une partie étaient cagoulés. « C'est fini de trahir » ont-ils tagué, se référant au soutien de la confédération à la loi Travail. Les casseurs ont été dispersés peu après par les forces de l'ordre qui ont procédé à quatre interpellations.

## Cent interpellations préventives

Un dispositif de sécurité inédit était mis en place hier à Paris pour éviter tout débordement rappelant les dégradations de l'hôpital Necker. Deux mille policiers assuraient un filtrage total sur le trajet de 1,6 km dédié à la manifestation. Les panneaux publicitaires et les vitres des abribus avaient été sécurisés la veille. Cent interpellations (ainsi que 13 autres hors de Paris) ont été effectuées aux points de filtrage entourant les stations de métro et la place de la Bastille, au nombre desquelles figuraient deux personnes frappées d'une interdiction de paraître. L'un d'eux était armé d'un couteau. Onze personnes ont fait l'objet d'une garde à vue. Dans le cortège,

certain manifestants ont tenté de repartir en sens inverse pour protester contre l'interdiction de manifester envisagée par le gouvernement. Stoppés par les forces de l'ordre, ils ont refusé de se disperser, bloquant partiellement la circulation rétablie sur la place dès 15 heures. Aucun incident n'est à signaler dans la capitale. A Rennes (Ille-et-Vilaine) la police n'a procédé à aucune interpellation malgré les dégradations causées au commissariat ainsi qu'à des agences bancaires et immobilières. En cause, une « manifestation sauvage » parallèle à celle autorisée, rassemblant près d'un milliers de participants.

S.M. AVEC C. R.



## 18 réacteurs nucléaires sous surveillance

**DIX-HUIT RÉACTEURS** nucléaires, sur les 58 équipant les 19 centrales en France, pourraient poser des problèmes de sûreté. C'est la conclusion d'un document publié hier par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). L'organisme demande à EDF de mener des investigations complémentaires sur les générateurs de vapeur équipant ces réacteurs. Elle les soupçonne d'être affectés par une anomalie similaire à celle de la cuve de l'EPR de Flamanville (Manche). L'ASN avait en effet déjà annoncé en avril 2015 avoir détecté un défaut dans la composition de l'acier du couvercle et du fond de la cuve de l'EPR de Flamanville, fabriqués à l'usine d'Areva au Creusot (Saône-et-Loire).

## En bref

■ **LA CGT-CHEMINOTS** a décidé hier soir de ne pas s'opposer à l'accord sur le temps de travail à la SNCF signé par l'Unsa et la CFDT, ce qui le valide de facto. S'opposer à l'accord aurait été « remettre en cause le fruit de la mobilisation des cheminots », qui ont fait grève du 1<sup>er</sup> au 15 juin, a justifié dans un communiqué le premier syndicat de la SNCF, qui ne s'opposera pas non plus à la convention collective de la branche signée par trois syndicats (Unsa, CFDT, CFTC). Elle est ainsi validée aussi.

# Monter sa boîte, un remède au chômage ?

## EMPLOI.

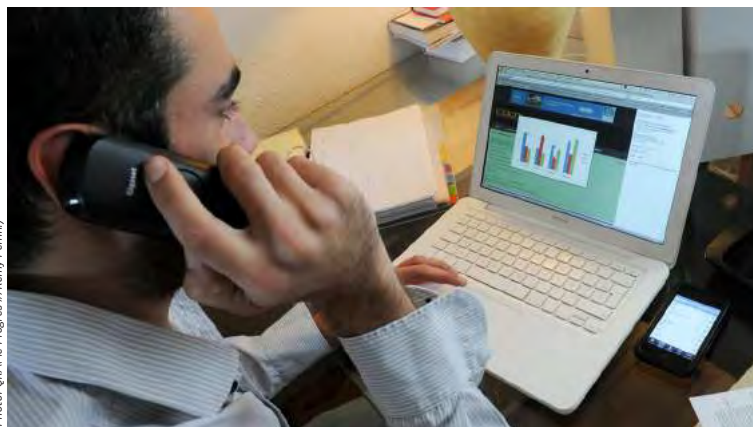
Alors que le nombre de chômeurs en mai sera connu aujourd'hui, une majorité de Français estiment que créer son entreprise est un bon moyen de trouver du travail.

**ET SI**, pour s'extraire du chômage, il fallait prendre des risques ? Pour une majorité de Français, la création d'entreprise apparaît en effet comme un bon moyen de trouver un emploi, selon un récent sondage Odoxa (voir ci-contre). Ils n'ont pas tort. D'après la Dares, l'organisme statistique du ministère du Travail, parmi les 18 700 nouveaux bénéficiaires de Nacre (un dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise) en 2014, 90 % étaient... demandeurs d'emploi.

Selon le sondage, 72 % de nos compatriotes estiment que simplifier le quotidien des créateurs d'entreprise serait un moyen efficace pour inverser cette courbe avec laquelle François Hollande ferraille depuis le début de son quinquennat. Un quart des Français (25 %) — 55 % des 18-24 ans — affirment d'ailleurs avoir envie de créer leur entreprise, 9 % l'ayant déjà fait ou le faisant actuellement.

### Les écoles de commerce dispensent des formations

Au Medef, on applaudit. « L'entrepreneuriat et l'auto-entrepreneuriat sont des vecteurs d'emploi durable, insiste un porte-parole de l'organisation patronale. Autre avantage, en cas d'échec : « Les ex-entrepreneurs sont plus débrouillards dans leur recherche d'un travail. » Un enthousiasme qui laisse de côté des problé-



(Photo: Odoxa / Le Progrès / Rémy Perrin)

Un quart des Français affirment avoir envie de créer leur entreprise.

matiques liées au statut d'auto-entrepreneur, très en vogue aujourd'hui, et à sa précarité... Quid en cas d'accident ? De maladie professionnelle ? D'accès à la formation ? Comment se couvrir en cas de perte totale d'activité ?

« Le statut doit évoluer pour couvrir ces nouvelles formes de risques », concède Thibault Lanxade, vice-président du Medef chargé des PME et de l'entrepreneuriat. Mais il ajoute : « Pour un jeune aujourd'hui, il est plus facile d'être son propre patron que de trouver un patron... » D'ailleurs, un certain nombre d'écoles de commerce dispensent désormais des modules spécifiques sur la

création d'entreprise ou sur le droit du travail (en cas d'embauche de salariés). L'entrepreneuriat, bouée de sauvetage pour le gouvernement ? Le ministère du Travail publiera aujourd'hui le nombre d'inscrits à Pôle emploi fin mai. Ces chiffres sont attendus avec impatience car il pourrait révéler un troisième mois d'embellie. En avril, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) avait diminué de 19 900 personnes (-0,6 %), après une baisse trois fois plus importante en mars : une série inédite depuis début 2011, même si le chômage flirte toujours avec les records, à 3,51 millions en métropole.

MATTHIEU PELLOLI

Selon vous, simplifier le quotidien des créateurs d'entreprise est-ce un moyen efficace ou pas efficace de faire baisser le chômage en France ?

Efficace

72 %



28 %  
Pas efficace

### Méthodologie

Enquête réalisée par « Odoxa » pour « Bettr » auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les 12 et 13 mai 2016. Échantillon de 993 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

LES JOURS  
PLUS+

CITROËN

## CITROËN C4 PICASSO UNE BELLE AFFAIRE DE FAMILLE.



REPRISE ARGUS®

+ 5 500 €<sup>(1)</sup>

PACK LOUNGE\*  
+

ASSISTANCE 7 ANS<sup>(2)</sup>

Réservez en ligne votre Citroën près de chez vous sur [carstore.citroen.fr](http://carstore.citroen.fr)

CRÉATIVE TECHNOLOGIE

CITROËN préfère TOTAL. (1) 5 500 € TTC ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule, pour l'achat d'un Citroën C4 Picasso AM B7 ou antérieure neuf. La valeur de reprise est calculée en fonction du cours de l'Argus®, selon les conditions générales de l'Argus® disponibles sur [largus.fr](http://largus.fr), déduction faite d'un abattement de 15 % pour frais et charges professionnels et des éventuels frais de remise en état standard. Offre réservée aux particuliers, non cumulable, dans la limite des stocks disponibles, valable jusqu'au 30/06/16, dans le réseau Citroën participant. (2) Voir conditions sur [citroen.fr](http://citroen.fr). \* Équipements de série, en option ou non disponibles selon les versions.

CONSUMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DE CITROËN C4 PICASSO : DE 3,6 À 5,8 L/100 KM ET DE 94 À 134 G/KM.



# Airbnb dans l'œil de la justice

**TOURISME.** Les professionnels de l'hôtellerie ont déposé une plainte contre les 127 plates-formes identifiées de location de logements entre particuliers, activité dont Airbnb est le leader.

**AIRBNB, VICTIME** de son succès ou de ses excès? En tout cas, la résistance s'organise contre la plateforme de location d'appartements entre particuliers. Après Berlin qui a interdit son utilisation et San Francisco qui vient de durcir sa réglementation, c'est au tour des hôteliers et des agents immobiliers français de porter le fer. On l'a appris hier seulement, mais le 13 novembre 2015, une soixantaine d'organisations et d'associations professionnelles, dont AhTop (Association des acteurs de l'hébergement et du tourisme professionnel), créée en 2015 et représentant 30 000 adhérents du secteur du tourisme, ont déposé une plainte contre X auprès du pôle financier du parquet de Paris pour non respect des réglementations. Dans leur viseur, les 127 plates-formes identifiées de mise en relation entre logeurs et voyageurs, mais aussi certains propriétaires qui utilisent de façon industrielle. Le numéro un de ce secteur est évidemment Airbnb, qui détient 90 % du marché français, où il compte 140 000 logeurs en 2015. A Paris, un certain Fabien louerait ainsi... 140 logements situés rive gauche grâce à Airbnb. Un cafetier de l'Île Saint-Louis (Paris IV<sup>e</sup>) aurait racheté tout son immeuble pour se lancer dans ce nouveau business. Selon les plaignants, sur AirBnB, 23 % des logeurs proposent au moins deux logements.

La plainte a paru suffisamment sérieuse pour que le parquet ouvre une enquête, en partie confiée au Service national des enquêtes, spécialisé dans la délinquance astucieuse. Qu'est-il reproché à Airbnb et autres Abrisel, Homeway, Leboncoin ? « Six des motifs sont passibles de prison », concède seu-

lement M<sup>e</sup> Guillaume Navarro, avocat au cabinet parisien Gide, défenseur des hôteliers. Selon nos informations, les sites visés ne seraient pas accrédités pour encaisser de l'argent. Délit passible de trois ans de prison. Autre délit, ces applications exerceraient illégalement la profession d'agent touristique ou d'agent immobilier, professions soumises à inscription préalable sur un registre professionnel. « Les plates-formes ne figurent sur aucun registre », insiste un hôtelier.

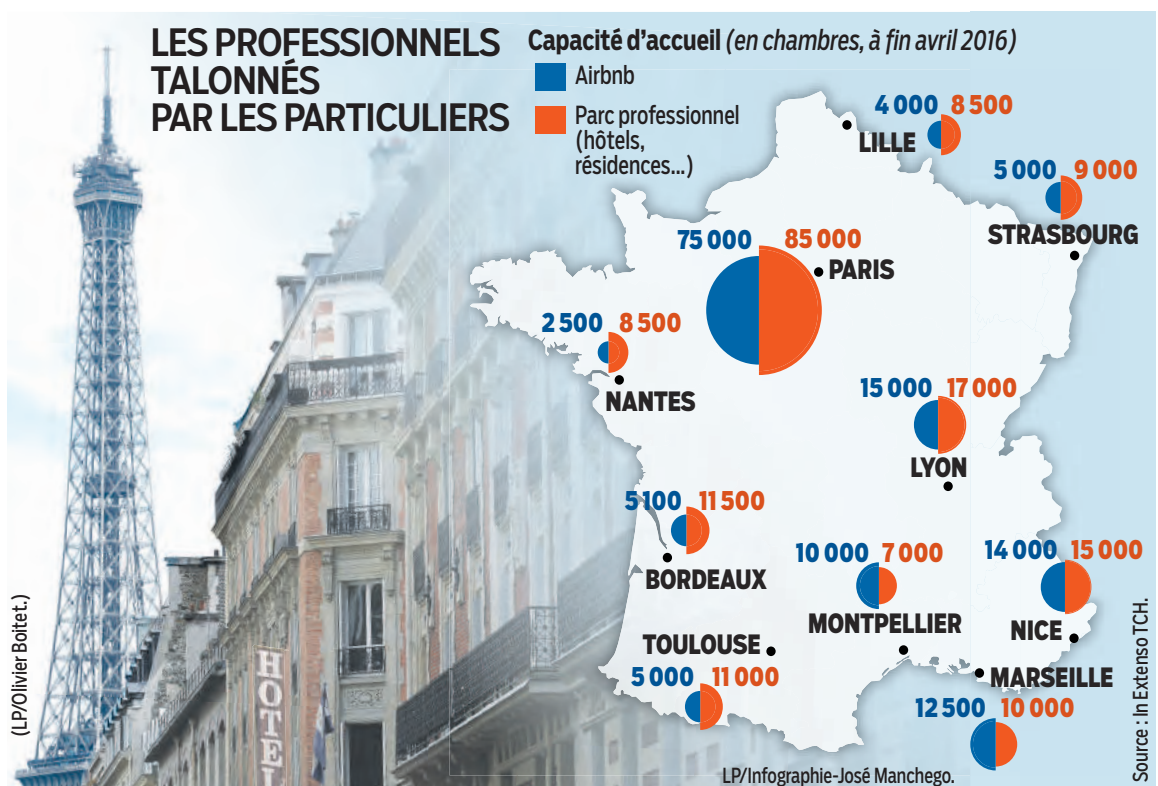
En toile de fond de ce dossier, il y a évidemment l'impact de ces nouveaux acteurs sur le secteur traditionnel. Un secteur décidé à répliquer, donc, et qui soutient quatre amendements discutés le 29 juin (*lire encadré*). « Depuis le début de l'année, mon activité a chuté de 28 %, et j'ai déjà réduit mes prix de 20 à 25 % », raconte Si Ziad Si Hoc-

ne, directeur du Grand Hôtel Français, boulevard Voltaire (Paris XI<sup>e</sup>). « L'an dernier, pour le week-end de Pâ-

ques et le Marathon de Paris, qui attire 57 000 participants, on affichait complet. Cette année on était vide. » Le boulevard Voltaire fait partie de ces quartiers où l'offre des particuliers dépasse celle des professionnels (*voir infographie*).

Airbnb France n'a pas voulu répondre à nos questions et s'est limité à une réaction écrite qualifiant de « déplorable » l'action « des lobbys hôteliers » contre « les nouvelles formes de voyages qui soutiennent financièrement les habitants ». Formes qui favorisent aussi les intérêts d'Airbnb, dont le siège européen est en Irlande. En France, pourtant son 3<sup>e</sup> pays le plus important, la société n'a payé que 90 000 € d'impôts en 2014.

DANIEL ROSENWEG



## Exercice illégal de la profession d'agent touristique ou d'agent immobilier

## Quatre amendements et un recadrage

■ **Votés par le Sénat et soutenus par les hôteliers et les agents immobiliers**, quatre amendements qui visent les plates-formes de location, dont Airbnb, et les logeurs, seront examinés par la Commission mixte paritaire réunissant 7 députés et 7 sénateurs qui se penchera le 29 juin sur le projet de loi Pour une république numérique. Détails.

■ **Justificatifs.** Pour figurer sur une plate-forme, un logeur devra justifier de sa qualité de propriétaire ou de l'autorisation de

son bailleur, afin d'empêcher la sous-location illégale.

■ **Enregistrement.** Un amendement propose que les mairies puissent mettre en place une procédure d'enregistrement du loueur avant toute publication d'offre de location. Votée au Sénat, cette mesure est actuellement limitée aux villes de plus de 200 000 habitants.

■ **Fiscalité.** Un autre amendement veut créer une obligation pour les plates-formes de transmettre au

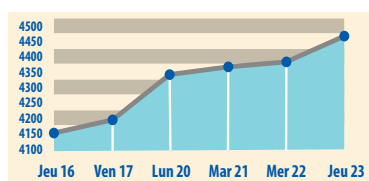
fisc les revenus perçus par leurs utilisateurs. Ici, il s'agit clairement de lutter contre la fraude fiscale.

■ **Plafond de durée.** Enfin, un amendement vise à faire respecter par les plates-formes la loi Alur, qui autorise la location saisonnière d'appartement pour une durée plafonnée à 120 jours par an. Un seuil généreux. La ville de Berlin a en effet interdit toute location et San Francisco la limite à 90 jours par an.

D.R.

## BOURSE Séance du jeudi 23 juin 2016

**CAC 40** ↑  
4465,90 points +1,96%



Dans le monde		
New York Dow Jones	↑	+0,89%
17939,47 points		
Londres Footsie	↑	+1,23%
6338,10 points		
Francfort Dax	↑	+1,85%
10257,03 points		
Tokyo Nikkei	↑	+1,07%
16238,35 points		

## CHANGES

Libellé	dern.€	préc.€
Etats-Unis USD	0,8806	0,8862

## OR

Once	Lingot 1kg	Napoléon
1263,60 \$	35430,00 €	208,10 €

## PÉTROLE

Le baril de Brent (163,66l)	50,50 \$	↑ +1,22%
-----------------------------	----------	----------

Libellé	dern.	% Var.	% an
Accor	39,33	+3,16	-1,68
ADP	102,75	+1,33	-4,15
Air France - KLM	6,57	+3,07	-6,46
Air Liquide	96,19	+1,56	-7,19
Airbus Group	55,53	+1,98	-10,43
Alstom	21,85	+1,27	-22,44
Altran	54,99	+0,54	+2,95
Altran Technologies	12,80	+1,66	+3,68
Amundi	42,81	+1,44	-0,85
Aperam	33,79	+0,04	+1,47
Arcelor Mittal	4,81	+6,04	+59,13
Arkema	73,43	+2,41	+13,68
Atos	83,12	+1,56	+7,32
AXA	21,51	+2,89	-14,74
Bic	126,85	+1,48	-16,35
BioMérieux	116,85	+1,43	+6,32
BNP Paribas	47,70	+2,88	-8,67
Bolloré	3,14	+1,61	-26,92
Bouygues	28,18	+2,94	-22,89
Bureau Veritas	19,39	+1,49	+5,43
Cap Gemini	89,01	+2,34	+3,98
Carrefour	23,49	+1,42	-11,85
Casino Guichard	51,35	+1,46	+21,06
CGG	0,67	+3,07	-49,25
CNP Assurances	14,72	+1,90	+18,28
Credit Agricole	8,90	+4,05	-11,92
Danone	63,88	+1,75	+2,57
Dassault Systèmes	70,25	+1,59	-4,11
DBV Technologies	52,00	-0,65	-21,72
Edenred	17,52	+1,59	+3,15
EDF	11,06	-4,32	-18,52
Eiffage	65,86	+1,84	+10,63
Ellor	20,41	+1,49	+5,75
Ellis	16,42	-0,21	+9,88
Engie	14,69	+0,68	-10,04
Essilor Intl.	118,30	+1,15	+2,82
Euler Hermes Group	80,47	+0,96	-9,16
Eurazeo	58,09	+1,32	-2,01
Eurofins Scientif.	341,00	+4,33	+5,95
Euronext	36,12	+2,26	-23,62

Libellé	dern.	% Var.	% an
Europcar	9,28	+0,72	-23,74
Eutelsat Comm.	16,83	+1,91	-39,04
Faurecia	35,66	+2,63	-3,66
Foncière Régions	80,88	+1,10	-0,51
Gecina	128,40	+1,34	+14,54
Gemalto	53,68	+1,53	-2,88
Genfit	23,40	+0,40	-28,12
Groupe Eurotunnel	11,70	+3,58	+2,09
GTT	28,44	-1,55	-27,01
Havas	7,34	-0,15	-5,38
Hermès Intern.	341,40	+0,64	+9,51
Icade	65,74	+1,46	+6,20
Ilriad	187,65	+2,15	-14,70
Imerys	62,02	+2,29	-3,72
Ingenico	105,10	+3,24	-8,46
Innate Pharma	10,68	+1,42	-21,12
Ipsen	53,75	+0,44	-11,88
Ipsos	28,34	+0,42	+33,55
JC Decaux SA	34,91	+0,36	+0,46
Kering (Ex PPR)	153,50	+1,18	-2,81
Kleppierre	40,80	+2,14	-0,46
Korian	28,77	+2,88	-14,59
L'Oreal	170,65	+1,27	+9,88
LafargeHolcim	40,17	+1,94	-12,37
Lagardère S.C.A.	20,88	+0,82	-24,10
Legrand	50,02	+2,61	-3,35
LVMH	144,60	+1,29	-0,20
M6-Metropole TV	16,01	+0,66	+1,04
Maurel Et Prom	2,99	+2,75	+0,67
Nexans	44,75	+2,85	+32,79
Nexity	46,61	-0,27	+19,47
Nokia	5,05	+2,60	-23,32
Numericable-SFR	25,35	+1,15	-24,32
Orange	14,78	+3,75	-4,58
Orpea	72,44	+1,42	-1,81
Pernod Ricard	96,64	+1,07	-8,13

Libellé	dern.	% Var.	% an
Peugeot	14,31	+4,75	-11,69
Plastic Omnium	29,91	+1,30	+1,96
Publicis Groupe SA	63,79	+0,82	+6,73
Rémy Cointreau	75,00	+1,21	+13,62
Renault	81,60	+4,30	-11,90
Rexel	12,88	+2,67	+4,88
Rubis	68,51	-0,11	+0,69
Safran	62,19	+1,90	-1,86
Saft	36,50	0,00	+29,94
Saint Gobain	39,99	+2,09	+0,35
Sanofi	72,00	+1,16	-8,39
Sartorius Sted Bio	59,28	+0,88	+0,64
Schneider Electric	58,39	+1,77	+15,29
Scor Reg	28,71	+0,86	-16,80
Seb	112,20	+1,72	+18,60
SES Global FDR	19,41	+0,15	-24,10
Société Générale	36,26	+5,14	-14,82
Sodexo	96,54	+0,83	+7,10
Solvay	90,13	+2,13	-8,43
Sopra Steria Group	110,35	-1,51	+1,89
SPIE	17,02	+0,11	+0,29
Stmicroelectronics	5,44	+2,97	-12,07
Sumitomo	14,32	+0,14	-17,06
Technicolor	5,99	+0,82	-19,07
Technip	50,32	+1,17	+15,15
Teleperformance	79,87	+1,15	+3,05
TF1	11,16	+1,50	+8,87
Thales	75,90	+1,24	+9,84
Total	43,69	+1,53	+9,37
Ubisoft Entert	33,55	+1,62	+25,77
Unibail-Rodamco	244,95	+1,70	+4,50
Valeo	47,42	+3,35	-0,20
Vallourec	3,50	+4,32	-32,30
Veolia Environ.	19,75	-1,86	-9,67
Vicat	54,96	+2,55	-0,68
Vinci	64,65	+0,35	+9,31
Vivendi	16,70	+2,14	-15,88
Wendel Invest.	99,50	+1,62	-9,21
Worldline	26,13	-0,26	+9,46
Zodiac Aerospace	22,11	+0,75	+0,59

Retrouvez tous les jours les cours de la Bourse du [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr)

## LA DETTE

**2096,90 Md€** C'est la dette aujourd'hui, soit 95,70 % du PIB.

## LES VALEURS À SUIVRE

**Veolia** (-1,86 % à 19,75 €)  
L'action du leader mondial des prestations de services à l'environnement se replie contre la tendance générale. La société est attaquée en justice, plainte au civil, par le procureur de l'État du Michigan pour négligence dans le cadre du scandale de l'empoisonnement au plomb de l'eau de la ville de Flint. Deux opérateurs sont concernés par cette affaire, Veolia et l'Américain Lockwood, Andrews & Newnam (LAN).

**SoLocal Group** (-7,77 % à 2,683 €)  
SoLocal Group chute après un point sur la restructuration de sa dette, d'où il ressort que le groupe de services de renseignement ne respectera probablement pas ses covenants bancaires à fin juin 2016 ni à fin septembre 2016.

**Suez** (+0,14 % à 14,315 €)  
Suez annonce le lancement d'OneTwoTri, un service en ligne dédié aux entreprises pour anticiper l'application de la nouvelle réglementation et évaluer leur conformité en matière de valorisation des déchets.



# La folie émojis !

**INTERNET.** Les ados en sont fous. Et ponctuent leurs messages de ces signes. Selon eux, ils expriment mieux leurs émotions que les mots.

**POUR CONCLURE SES SMS** ou ses états d'âme sur Facebook, Raphaëlle, 15 ans, lycéenne à Paris, dégaîne de drôles de « smileys » : une frimousse jaune qui pleure de rire, son frère jumeau qui a deux coeurs rouges à la place des yeux, son cousin qui fait la moue... « C'est comme un réflexe, ça humanise le message, c'est plus rapide que de taper des mots et ça donne l'impression d'appartenir à un clan », s'enthousiasme l'ado accro aux « émojis », surtout ceux qui traduisent une humeur et que l'on appelle « émoticônes ».

Ces pictogrammes, qui ont pris le dessus sur les émotions incarnées par des signes de ponctuation comme :) représentent aussi bien un objet (rouge à lèvres, carte bancaire, téléphone, ...), un animal, un monument (la tour Eiffel), un lieu (piscine, station service...) qu'une colère, une angoisse ou un épuisement. Ils s'invitent de plus en plus dans nos conversations sur la Toile.

Certains aficionados vont d'ailleurs jusqu'à transformer leur prose en véritables rébus, s'exprimant par des mini-dessins plutôt que par des lettres de l'alphabet. Selon une étude mondiale qui vient d'être publiée, réalisée par la société Amdocs, entreprise de services du numérique basée aux Etats-Unis, près de la moitié (47 %) des adolescents âgés de 15 à 18 ans préfèrent avoir recours à des émoticônes plutôt que d'écrire des e-mails. A leurs yeux, ces symboles retrans-

crivent plus clairement leurs sentiments que les mots. « Les émoticônes sont nées en même temps que les *chats*, outils révolutionnaires permettant de communiquer en direct par l'écrit. Elles remplacent les interactions du face-à-face, les mimiques du visage comme les sourires, les gestes du corps... Cela touche les générations qui ont grandi avec Internet, autrement dit les 10-40 ans », décrypte Pierre Halté, docteur en sciences du langage à l'université Paris-Est Créteil.

Fondé sur la reconnaissance visuelle, ce « système de signes conventionnels » est, selon lui, « plus universel que les mots d'une langue » mais « il existe des spécificités

culturelles ». Certains émojis sont propres à un pays comme celui, très populaire chez les Nippons, représentant une trombine portant un masque chirurgical. Tous les systèmes d'exploitation mobile, réseaux sociaux et autres messageries instantanées disposent de leur banque de pictogrammes plus ou moins standardisés, à portée de souris ou de doigts.

Chez les utilisateurs d'Apple, l'icône à la gloire d'un smiley pleurant de rire arrive en tête, suivi du simple coeur rouge puis de la bouche soufflant un coeur. Tous ces codes colorés, exploités parfois avec abus par la jeunesse, nuisent-ils aux mots ? « Non, ils n'appauvrissent pas la langue française », répond le spécialiste de l'émotion dans les écrits numériques. « C'est

## LE NOUVEAU LANGAGE DES ADOS



**« C'est comme un réflexe, ça humanise le message et ça donne l'impression d'appartenir à un clan »**

Raphaëlle, lycéenne à Paris

**TRADUCTION** ■ émoticône (emoji exprimant une émotion)

- Salut, tu viens voir le foot à la maison ? Je commande des pizzas. **\*BISOU\***
- **\*TRISTE\*** Je peux pas... Je suis couchée.
- **\*EN COLÈRE\*** Pourquoi ?
- J'ai attrapé froid, **\*MALADE\***, j'ai 40 de fièvre.
- **\*EMBÊTÉ\*** Bon courage...! **\*JE T'AIME\***

comme si on disait que le sourire appauvrissait les échanges lors d'un face-à-face ! Les émoticônes et les énoncés verbaux sont deux systèmes qui fonctionnent très bien en parallèle comme les gestes et la parole », compare le chercheur. Selon lui, l'émojimania a encore de l'avenir. « Cela accompagne les évolutions de nos consommations numériques. Aujourd'hui, l'explosion de *chats* allie l'écrit et les images. Mais si un jour on ne passe qu'à la vidéo, peut-être que ça changera », pronostique-t-il.

VINCENT MONGAILLARD

## Hiéroglyphes made in Japan

Il a fait son apparition le mois dernier dans l'édition 2016 du Petit Robert. Nom masculin, l'émoji est, selon le dictionnaire, une « petite image utilisée dans un message électronique pour exprimer une émotion, représenter un personnage, une action ». Le mot est issu du japonais « e » (dessin) et « moji » (lettre). Au sein de la banque d'émojis figurent des pictogrammes incarnant, souvent sous la forme de visages stylisés, un ressenti, un état d'esprit ou

une émotion, appelés « émoticônes ». Il s'agit d'un anglicisme fabriqué à partir de « emotion » et de « icon » (icône). Les émojis se sont développés dans les messageries électroniques japonaises à la fin des années 1990 avant de conquérir le monde via les smartphones. Mais les premières émoticônes remontent aux années 1970 aux Etats-Unis quand les ordinateurs en réseau des grandes universités les utilisaient dans leurs « chats ». V.M.D.

## ENVIRONNEMENT. Les insecticides « tueurs de butineuses » seront interdits... mais pas avant 2018 Abeilles, vous reprendrez bien des pesticides

**SANS ELLES**, adieu tomates, cerises et fraises. Actrices clés de la biodiversité, les abeilles sont aujourd'hui en sursis. Environ 300 000 colonies périssent chaque année en France, soit près de six fois plus qu'il y a vingt ans. La faute en grande partie aux néonicotinoïdes, une famille d'insecticides utilisés depuis 1995 contre les attaques de pucerons verts dans les cultures de betteraves, de blé ou d'orge. Le hic, c'est que ce produit attaque le système nerveux des insectes sans distinction.

Et pourtant, lors de l'examen du projet de loi biodiversité, mercredi soir, les députés ont condamné les butineuses à en avaler jusqu'en... septembre 2018. « Et encore, des dérogations vont pouvoir être accordées jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2020, s'étrangle Loïc Leray, vice-président de l'Union nationale de l'apiculture française (Unaf). Vu la persistance de ces produits dans le sol, on n'est pas sorti de l'auberge ! » En 2013, la Commission européenne a restreint l'usage de trois substances de cette famille de pesticides, notamment sur le tournesol, le maïs et le colza. « Mais cela n'a pas empêché l'usage de ces insecticides d'aug-



Chaque année, en France, 300 000 colonies d'abeilles meurent à cause des néonicotinoïdes. (LP/Marine Legrand.)

menter de 31 % en un an, souligne la députée des Deux-Sèvres Delphine Batho, ex-ministre de l'Ecologie. Les grandes cultures céréalières ont besoin des pollinisateurs pour être productives. C'est donc absurde d'opposer agriculteurs et apiculteurs car ils ont une convergence d'intérêts. »

Mais évidemment, le lobby de l'agrochimie freine des quatre fers. Les agriculteurs, eux, sont un peu plus mesurés. « Nous ne sommes pas contre faire évoluer nos pratiques mais trouver des alternatives dans les délais impartis, ce n'est pas jouable », assure Eric Thirouin, président de la commission environnement à la Fédération nationale des exploitants agricoles (FNSEA). « Faux, rétorque François Veillerette, porte-parole de l'ONG Générations futures. On essaie de nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative. Sauf qu'avant 1995, on mangeait déjà des céréales et des betteraves, non ? »

ELODIE CHERMANN

**INTERACTIF** [leparisien.fr](http://leparisien.fr)  
**Les chiffres du déclin des abeilles**

## Pas de « taxe Nutella »

**AUTRE DOSSIER** écologique d'importance, et non des moindres : les députés français ont renoncé mercredi soir à surtaxer l'huile de palme. Les nutritionnistes pointent ses effets sanitaires néfastes et les écologistes l'impact de sa production sur la déforestation mais l'Assemblée nationale est revenue sur son vote précédent et sur le principe de cette « taxe Nutella » qui visait à aligner la taxation de l'huile de palme sur celle de l'huile d'olive.

L'Indonésie, l'un des deux principaux pays producteurs, jugeait cette mesure « arrogante » et estimait qu'elle pouvait « mettre en danger les relations entre les deux pays », menaçant la France de « rétorsions économiques », notamment sur des achats d'Airbus et de satellites.

B.L.



# L'Atlantique dope les aventuriers

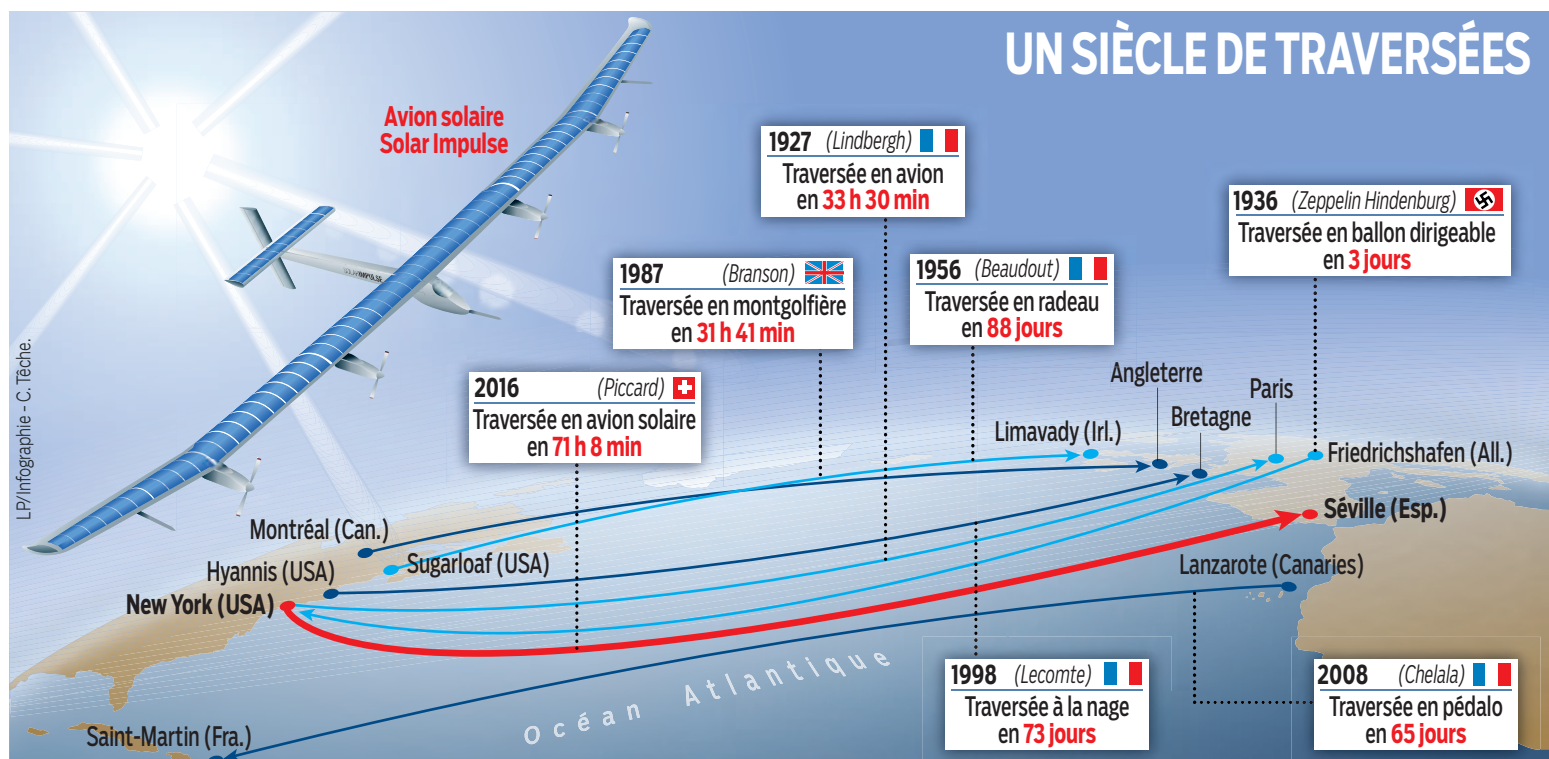
**EXPLOIT.** L'avion Solar Impulse a réalisé une première en traversant l'océan grâce à la seule énergie du soleil. Relier l'Europe à l'Amérique à la rame, en pédalo ou en ballon ne cesse d'inspirer les amateurs de défis fous.

**SOUS UN SOLEIL ORANGÉ,** l'avion solaire Solar Impulse 2 s'est posé hier à 7 h 38 à Séville en Espagne, achevant en 71 heures et 8 minutes sa traversée de l'Atlantique et la quinzième étape de son tour du monde. Piloté par le Suisse Bertrand Piccard, l'engin a pu voler grâce à l'énergie solaire captée par des cellules positionnées sur ses ailes.

Un exploit qui fait rêver tous les ingénieurs du monde. « D'ici une vingtaine d'années, des moyens courriers électriques alimentés par des batteries et non par l'énergie solaire pourront décoller » prédit l'expert en aéronautique Gérard Feldzer. Si Solar Impulse est aujourd'hui salué comme un défi technique, de nombreux aventuriers et sportifs ont laissé leur nom à la postérité en traversant l'immense étendue bleue comme personne ne l'avait fait avant eux.

**Une nacelle accrochée à 370 ballons gonflés à l'hélium**

En 1927, l'Américain Charles Lindbergh, installé à bord de son biplan Spirit of Saint Louis, est le premier à relier sans escale et en solitaire New York au Bourget en 33 heures et 30 minutes. Comme lui, ils sont nombreux à avoir tenté l'expérience par les airs. Le 9 mai 1936, après trois jours de vol au-dessus de l'Atlantique nord, le ballon dirigeable LZ 129 piloté par Ernst Lehmann se pose aux Etats-Unis.



Si les exploits techniques s'enchaînent durant de nombreuses années, aucun homme ne parvient à rejoindre les côtes américaines à la seule force de ses bras. Un défi de titan que relève le Français Gérard d'Aboville en 1980. Il parcourt à la rame 5200 km en 71 jours et 23 heures. « Ce qu'il a fait est remarquable, car il est passé par l'Atlantique Nord. Dans le sud, les courants sont plus favorables et il y a moins de dépres-

sions », explique le Suisse Raphaël Domjan qui a réalisé le premier tour du monde avec un bateau solaire. « Pour tenir il devait embarquer 400 litres d'eau. Il n'en a pris que 200 et a décidé de compléter avec 200 litres de vin rouge » ajoute-t-il.

D'autres, en manque de sensations fortes, ont choisi de s'attaquer à l'Atlantique à bord d'embarcations de fortune. Le Français Jean-Gabriel Chelala a ainsi fabriqué un ca-

not à pédales pour rejoindre depuis les Canaries, Oyster-Pond à l'est de Saint Martin en 65 jours. En 2002, Alvaro de Marichalar réussit à le traverser sur un jet ski en 117 jours.

Mais affronter l'océan n'est pas à la portée de tous. Nombreux s'y sont cassés les dents. C'est le cas de l'Américain Jonathan Trappe. Inspiré par le dessin animé Pixar « Là-haut », cet explorateur de 39 ans a l'idée de s'envoler à bord d'une na-

celle accrochée à 370 ballons gonflés à l'hélium. Mais après quelques heures, il est obligé d'atterrir sur l'île canadienne de Terre-Neuve. Il aura tout de même parcouru 753 kilomètres.

ALBAN DE MONTIGNY

VIDÉO leparisien.fr

**Bertrand Piccard rêve de survoler Paris**

## On pourrait manger des légumes sur Mars

**IMPOSSIBLE DE FAIRE** pousser des pommes de terre sur Mars comme y parvient Matt Damon dans le dernier film de Ridley Scott (« Seul sur Mars ») ? Pas si sûr. Les futurs colons de la planète rouge pourraient en effet très bien y faire le plein de fruits et de légumes si l'on en croit les recherches effectuées par un néerlandais de l'université de Wageningen. Après avoir effectué des cultures sur une imitation de sol martien, le scientifique estime que l'on pourrait faire pousser sur Mars des radis, des petits pois, du seigle et des tomates. Ces résultats ont été dévoilés par la société Mars

One, à l'origine d'un projet de colonisation de la planète et partenaire de l'équipe du chercheur. Les premières expériences avaient été lancées en 2013 sur un ersatz de terre aride et rocailleuse, semblable à celle de Mars : un mélange de désert d'Arizona et de volcan hawaïen fourni par la Nasa. Un terreau fertile : dès la deuxième expérience, les légumes s'y sont plus. Restait à vérifier qu'ils étaient aussi propres à la consommation. Quatre des dix espèces cultivées se révèlent exemptes de métaux lourds. Quant au goût, pour l'instant, mystère...

## En bref

■ **UN MÊME ANTICORPS** serait capable de neutraliser à la fois le virus Zika et celui de la dengue, selon une étude publiée hier dans la revue Nature. Il a été identifié par des chercheurs de l'Institut Pasteur et du CNRS, en collaboration avec des chercheurs de Grande-Bretagne et d'Autriche. Cette nouvelle piste pourrait ouvrir la porte à un vaccin contre ces deux maladies.

■ **55% DES FRANÇAIS** comptent partir en vacances cet été contre 59% l'été dernier, selon un sondage BVA publié hier. La grande majorité (39%) a l'intention

de rester en France et c'est la Bretagne qui a la cote. Hors du pays, l'Espagne arrive en tête des destinations prisées par les vacanciers suivie de l'Italie, du Portugal et du Maroc.

■ **90% DES PROFESSIONNELS** de l'Education aiment leur métier mais moins de la moitié se sent reconnu et respecté. C'est ce que révèle une enquête publiée hier par l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa). Sur les 25 490 personnes interrogées, ce sont les enseignants qui ont l'impression d'être les moins considérés.

**CE SOIR à 18H**

**Céline Dion**

EN INTERVIEW SUR CHERIE FM

**Chérie FM**



# Adélaïde, l'enfant chérie du Pas-de-Calais

**PROCÈS.** A Berck, où la fillette de 15 mois a été tuée, et à Boulogne, où elle est enterrée, les habitants prennent soin de se souvenir d'elle.



**Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais), décembre 2013.** Près de trois ans après le drame qui s'est joué sur cette plage, les habitants suivent avec attention le procès.

**Boulogne-sur-Mer et Berck (Pas-de-Calais)**  
De notre envoyé spécial

**DES ANGELOTS**, une jardinière de fleurs, et cette grande plaque de marbre « Adélaïde, princesse de la plage ». Alors que le procès de sa mère, Fabienne Kabou, accusée d'avoir tué sa fille à Berck-sur-Mer le 19 novembre 2013, se poursuit devant la cour d'assises, la tombe de la petite fille de 15 mois demeure abondamment garnie. « Personne ne l'a oubliée », assure Claudine Eurin, une habitante du Portel qui se rend chaque jour dans les allées du paisible cimetière de l'ouest, à Boulogne-sur-Mer, où Adélaïde a été enterrée à la hâte en présence de ses seuls grands parents maternels. Pour entretenir la sépulture de ses proches mais aussi celle de la fillette, aux confins du lieu, à côté du carré des indigents dont elle prend également soin, « par humanité ». « Il y a toujours quelqu'un pour s'occuper de sa tombe. De nouveaux visiteurs viennent régulièrement se recueillir », confie-t-elle en découvrant justement la pose récente d'une céramique. Une démarche insurmontable pour Michel Lafon, le père d'Adélaïde, trop affecté.

**« Il y a toujours quelqu'un pour s'occuper de sa tombe »**

**Claudine, qui vient tous les jours**

L'émotion n'est plus aussi vivace qu'aux premiers mois, quand le gardien du cimetière était obligé de recollecter les peluches s'amoncelant en pagaille. « Mais il y a sans doute un effet procès, confie ce dernier, attentif au déroulement des audiences. Trois ou quatre personnes sont venues se recueillir mercredi, une rose à la main. D'habitude, c'est le rythme de visite mensuel. » Claudine non plus ne manque rien des avancées des audiences, grâce à une lecture quotidienne de « La Voix du Nord ». « J'ai du mal à admettre qu'elle soit folle. Selon moi, elle est entièrement responsable de son geste », explique-t-elle, tout en reconnaissant paradoxalement qu'il « faut avoir une case en

moins » pour en arriver à une telle extrémité.

A quelques dizaines de kilomètres, sur la digue de la plage de Berck, l'actualité judiciaire éclipse en partie l'arrivée des premiers estivants. « Peut-on juger cette personne dont le geste inhumain relève manifestement du coup de folie ? » s'interroge Nelly, une octogénaire. Et dont les intuitions rejoignent les préoccupations des experts (*lire ci-dessous*). « Cette histoire nous a beaucoup mar-

qués, poursuit-elle, assise sur le muret qui surplombe l'immense étendue de sable. Je connais l'homme qui a aidé la mère à trouver son hôtel. Il a témoigné devant la cour d'assises. » C'était mardi. « L'image de la ville a souffert mais les habitants de Berck tentent d'oublier », y relatait à la barre cet ancien éducateur spécialisé.



**Boulogne-sur-Mer, hier.** Claudine Eurin, une habitante d'une ville voisine, qui se rend tous les jours sur la tombe de la petite Adélaïde, assure que de nouveaux visiteurs viennent régulièrement s'y recueillir. (LP.)

Sur la promenade qui longe la mer, une croix en bois gravée du nom d'Adélaïde ravive néanmoins son souvenir. « Je passe devant quoti-

diennement et, à chaque fois, ça me fait bizarre », souffle Jean-Pierre, un retraité qui retient du procès que Fabienne Kabou « avait parlé de Satan », une impression factuellement fausse, sans doute entretenue par le débat sur l'influence de la sorcellerie. Au pied de ce mausolée de fortune, le sable a recouvert les bougies et les peluches sont gorgées d'eau. Jean-Pierre s'alarme : « Je crains que le souvenir de la petite s'estompe ».

**TIMOTHÉE BOUTRY**

## « Bien sûr que Fabienne Kabou délire »

**Daniel Zagury, psychiatre**

**Saint-Omer (Pas-de-Calais)**  
De l'un de nos envoyés spéciaux

« **IL FAUT APPELER** un chat un chat, et un délire un délire ! Bien sûr que Fabienne Kabou délire », assure le psychiatre Daniel Zagury, qui a conclu, avec deux autres médecins, que la mère infanticide de Berck-sur-Mer souffrait d'une « psychose paranoïaque » ayant « gravement altéré son discernement ». « C'est une grande délirante, pas une petite menteuse », insiste-t-il. « Elle a une structure névrotique, mais sans décompensation, ce qui signifie qu'elle n'est pas passée du côté du trouble mental », le contredit plus tard le psychologue Jean-Luc Viaux, qui évoque pour sa part, dans un verbiage sûrement obscur aux jurés, « un mode de pensée mélancolique » marqué par « une problématique abandonnique. »

Ce débat d'experts, qui a précédé hier la clôture des débats devant la cour d'assises du Pas-de-Calais, la présidente Claire Le Bonnois, le résume à sa façon : « Vous êtes tous d'accord pour dire qu'il s'agit d'une personnalité complexe, et tant complexe que vous n'arrivez pas tous aux mêmes conclusions », glisse-t-elle, comme dépitée.

La magistrate le sait : la façon d'interpréter ce qu'elle-même appelle « l'étrangeté » de cette femme, qui risque jusqu'à la perpétuité, pèsera lourd lors du délibéré. Sachant que l'avocat général, dont le réquisitoire est attendu ce matin, ne paraît pas adhérer au diagnostic d'une pathologie mentale susceptible d'atténuer la peine en-

**« C'est elle-même qu'elle supprime à travers sa fille »**

**Le psychologue Jean-Luc Viaux**

courue. Au delà de la singularité de cette femme, psychologues et psychiatres se sont accordés sur ce point : dans la tête troublée de Fabienne Kabou, sa petite fille de 15 mois, Adélaïde, n'a jamais vraiment existé. « C'est elle-même qu'elle supprime à travers sa fille », avance Jean-Luc Viaux.

« Elle l'a rendue au néant », explique Daniel Zagury pour qui « son passage à l'acte criminel s'inscrit dans une suite de séquences : grossesse non déclarée, isolement croissant, conviction que l'enfant est menacée par un danger « pire que la mort ». Quant à la sorcellerie, les experts ont peu ou prou la même analyse : Zagury y voit l'« éclairage culturel du déli-

re », Viaux, « l'utilisation de croyances pour se défendre ».

L'accusée a semblé captivée par ces voix savantes qui disséquaient son crime. Depuis le box, elle a parfois transmis de petits mots pliés sur papier blanc à son avocate, M<sup>e</sup> Fabienne Roy-Nansion. Lors de ses entretiens, rappelle le D<sup>r</sup> Zagury, Fabienne Kabou « avait exclu toute maladie mentale ». Elle l'a répété au procès mardi.

Mais elle a depuis changé d'avis : « Elle m'a dit ce matin (*hier*) : « ok, j'ai compris, je suis malade », rapporte son conseil. Ce à quoi Zagury rétorque, du tac au tac : « Elle a appris quelque chose, intellectuellement. Il lui faut maintenant trouver le chemin de ses émotions. La psychothérapie, ce n'est pas la fac de philosophie. »

**PASCALE ÉGRÉ**

**« Vous allez juger une femme malade »**

**L'avocat du père d'Adélaïde**

**Saint-Omer**

« Vous avez une place pour prononcer une sanction, mais vous allez juger une femme malade », martèle l'avocat de Michel Lafon. Au nom du père d'Adélaïde, partie civile au procès de son ex-compagne, M<sup>e</sup> Christian Saint-Palais a demandé hier à la cour et aux jurés de « faire confiance aux médecins ». De s'incliner devant le diagnostic des « trois plus grands experts (psychiatres) de France ». « Ce n'est qu'à ce prix que vous remplirez l'œuvre de justice ». Maladie mentale et altération marquée du discernement, ont conclu Zagury, Wilquin et Coutanceau. L'avocat a aussi demandé aux jurés qu'ils se posent cette question : « Adélaïde a-t-elle été heureuse ? » Lui l'affirme : « Cette petite fille a existé dans le regard de sa mère et de son père. Elle a été heureuse d'être aimée ». Son corps, a-t-il rappelé, « a refusé d'être englouti par la mer. Ce corps sur la plage, c'est le triomphe d'Adélaïde sur les délires de sa mère ».

**P.É.**



# « En un clic, les victimes pourront remplir un formulaire »



(LP/Jean Nicolas Guilleb.)

Consciente des lourdeurs administratives, qui ont pu empêcher des victimes de percevoir des aides rapidement, Juliette Méadel, secrétaire d'Etat en charge de l'Aide aux victimes, veut mettre un terme à ces situations.

**VICTIMES D'ATTENTATS.** Juliette Méadel, secrétaire d'Etat, crée un site internet, sorte de guichet unique qui doit faciliter la prise en charge des victimes d'attentat.

**APRÈS LES ATTENTATS** du 13 novembre, le gouvernement a décidé de créer un secrétariat d'Etat d'Aide aux victimes. Son but : faire face à l'affluence inédite de personnes impactées par ces attaques terroristes. A sa tête, Juliette Méadel, 42 ans, a la charge d'épauler toutes les victimes de catastrophes (crues, crash...). Consciente de la lourdeur administrative qui pèse sur les blessés et leurs proches, la secrétaire d'Etat nous annonce en exclusivité la création d'un site internet, sorte de « guichet unique » dédié aux victimes.

**Quels sont les moyens d'action de votre secrétariat d'Etat ?**

**JULIETTE MEADEL.** Mon rôle, c'est de simplifier la vie des victimes en leur évitant un parcours du combattant administratif. Nous sommes

en lien avec toutes les administrations et les ministères concernés (Intérieur, Justice, Santé, Logement, Affaires étrangères...). Nous réunissons le comité de suivi des victimes tous les deux mois pour avoir une vision globale et nous coordonner. Je leur fixe des objectifs.

**Concrètement, comment agissez-vous auprès des victimes qui rencontrent des difficultés ?**

Les associations nous font part des cas les plus difficiles, nous trouvons des réponses concrètes. Nous avons d'ores et déjà traités 80 cas complexes. Par exemple, c'est faire avancer des dossiers qui traînent pour cause de lourdeur administrative alors que parfois il ne manque qu'un document. Cela peut être d'appeler les assistantes sociales et les bailleurs so-

ciaux pour comprendre pourquoi un logement adapté aux victimes handicapées n'a pas été attribué. Nous intervenons aussi auprès des maisons départementales des personnes handicapées quand les droits tardent à être ouverts. J'apporte également mon soutien direct aux victimes, comme les grands blessés du 13 novembre encore hospitalisés en allant à leur rencontre.

**Malgré tout, comprenez-vous que certains s'impatientent ?**

Effectivement, les victimes traversent des épreuves très douloureuses. Elles ne comprennent pas toujours par exemple pourquoi l'obtention des indemnités n'est pas immé-

**« Ils pourront ainsi être informés en temps réel de l'état de l'avancement de leur dossier »**

diante. Mais, pour fixer le montant définitif d'un préjudice, il faut d'abord que l'état des victimes soit « consolidé », c'est-à-dire que leur situation médicale n'évolue plus. Cela peut prendre plusieurs mois. Dans l'attente, ils reçoivent des provisions très rapidement. L'indemnisation doit être juste, équitable et transparente. C'est un travail minutieux mené avec le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme (FGTI) auquel j'ai demandé de motiver ses décisions pour ne pas créer un sentiment de deux poids deux mesures.

**Des blessés rencontrent des obstacles, comment les éviter ?**

Il y a pu avoir quelques erreurs administratives. Je comprends que cela soit douloureux à vivre. Aider ces personnes, c'est précisément la raison pour laquelle ce secrétariat d'Etat a été créé. Nous sommes en train de développer une politique d'aide aux victimes. Dans les prochains jours, nous allons mettre en place un nouvel outil. Il s'agit d'un site Internet qui fonctionnera comme un « guichet unique » sur lequel, en un clic, les victimes pourront remplir un formulaire et effectuer toutes leurs démarches en ligne. Ce sera notamment utile pour tous ceux qui n'habitent pas à Paris. Ils pourront ainsi être informés en temps réel de l'état de l'avancement de leur dossier.

Propos recueillis par L.C. ET A.D.

## Aux Invalides, avec les blessés du 13 novembre

**UN JARDIN ARBORÉ** et la voûte dorée de l'hôtel des Invalides en guise de soleil. A Paris (VII<sup>e</sup>), dans ce monument construit dès 1670 pour abriter les mutilés des armées, ils sont une dizaine de jeunes à se retrouver tous les jours, tous les soirs, dans cette cour intérieure. Leurs vies se sont figées le 13 novembre, à la terrasse d'un café ou au Bataclan, mutilées à jamais. Dans leur corps, dans les replis de leurs mémoires aussi, hantés par des cauchemars indicibles. Ils ont troqué leurs vies de salariés ou d'étudiants pour un quotidien médicalisé, échoués parmi d'autres victimes de la guerre, militaires pour la plupart. C'est à ces grands blessés que Juliette Méadel, secrétaire d'Etat à l'Aide aux victimes va rendre visite aujourd'hui.

A ce jour, 22 sont encore hospitalisés, entre les Invalides et l'hôpital militaire de Percy. Sur les 2630 victimes directes et indirectes à avoir déposé un dossier au Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme (FGTI), une trentaine de

blessés graves risquent aujourd'hui de rester handicapés à vie. Dans cette petite cour, ils forment comme une famille. « On partage nos malheurs », soupire l'un de ces jeunes, coincé sur une chaise roulante. Ce matin-là, l'un d'eux, appelons-le Nicolas, désespère de la proposition de logement « adapté » qui lui a été formulée : un petit studio d'une vingtaine de mètres carré. Il circule en fauteuil roulant, et s'inquiète. « Je ne peux pas plier et déplier un clic-clac. Avec une telle surface, je n'aurais pas la place d'avoir un lit, une cuisine pour me préparer à manger et un bureau pour travailler », soupire-t-il, dépit.

**« On laisse mariner ces jeunes »**

Nadine Ribet-Reinhart de l'association des victimes du 13 novembre

Plus loin, Djamel, 36 ans, peste devant la somme de démarches administratives qu'il lui reste à accomplir. Quatre balles ont pulvérisé son corps sur la terrasse de la Belle Equipe. Deux dans sa cuisse gauche, une dans ce bras gauche qui ne répond plus, la dernière dans sa jambe droite, qui a été amputée. Malgré ce handicap très lourd, la maison départementale



Paris (VII<sup>e</sup>), hier. Malgré un corps abîmé par quatre balles et une amputation, Djamel, blessé le 13 novembre à la terrasse du bar La Belle Equipe, s'est d'abord vu refuser le statut d'adulte handicapé. (LP/Philippe de Poulpiquet.)

des personnes handicapées de Saint-Denis (MDPH) a dans un premier temps refusé de lui accorder ce statut. « Avec une jambe en moins et un bras qui ne répond plus, pour eux, je ne suis pas handicapé. Il leur faut quoi de plus ? » Hier soir, la situation semblait finalement s'être débloquée pour lui...

Pour autant, d'autres blessés hospitalisés aux Invalides font face à des situations kafkaïennes. « On leur refuse des logements au motif qu'ils ne sont pas solvables. Mais comment voulez-vous qu'ils produisent des bulletins de salaire alors qu'ils ne peuvent plus travailler depuis sept mois ? », s'insurge Nadine Ribet-Reinhart de l'association des victimes du 13 novembre. Son fils a perdu la vie au Bataclan, et la fiancée de celui-ci est lourdement blessée. « On laisse mariner ces jeunes, s'emporte-t-elle, inquiète pour leur avenir. Certains sont en attente de fauteuils roulants. Cette visite officielle de Juliette Méadel relève d'une mise en scène indécente ! » Dans la petite cour des Invalides, plus désabusés qu'en colère, ils sont nombreux à le penser.

LOUISE COLCOMBET ET AVA DJAMSHIDI



# Frayeur en Allemagne

**PRISE D'OTAGES.** Un homme a été abattu par la police allemande hier dans l'ouest du pays alors qu'il retenait en otages les spectateurs d'un cinéma et avait tiré des coups de feu.

Berlin (Allemagne)  
De notre correspondant

**ALORS QUE L'ALLEMAGNE** est toujours épargnée par les attentats islamistes, la prise d'otages hier après-midi, dans un cinéma de Viernheim, dans l'ouest du pays, a déclenché une vive inquiétude.

Un homme a pénétré avant 15 heures, masqué et armé, au « Kinopolis », un multiplexe de la ville. « J'ai cru que c'était une blague. Certains clients se déguisent parfois pour se mettre dans l'ambiance », raconte Huri Blakaj, l'employé de cinéma âgé de 21 ans. « Mais lorsque je me suis retrouvé avec le canon de l'arme sur le front, j'ai compris que c'était du sérieux », ajoute-t-il en décrivant l'assaillant : « Petit, cheveux noir, entre 18 et 22 ans. »

**L'assaillant non identifié**

L'unité d'élite de la police allemande (SEK) est intervenue rapidement pour « neutraliser » l'assaillant qui aurait tiré quatre coups de feu avant d'être abattu. Aucun détail sur cette intervention et sur l'évacuation des otages n'a été communiqué.

Peu après 17 heures, la police annonçait que tous les otages étaient indemnes. Le cinéma n'était pas très fréquenté, entre 30 et 40 spec-



Viernheim (Allemagne), hier. Une unité d'élite de la police est intervenue dans un cinéma pour neutraliser l'assaillant. Les otages sont tous sortis indemnes.

tateurs selon les témoins, ce qui a sans doute évité un mouvement de panique générale. A 18 heures, l'intervention était finie.

La police n'a pas encore identifié l'assaillant et ignore les motifs de l'attaque. Les enquêteurs privilégient la thèse de l'acte isolé perpétré par un déséquilibré. « Quand il se déplaçait, il n'avait pas l'air normal », a confirmé Huri Blakaj, qui

dit l'avoir entendu s'exprimer dans un allemand sans accent particulier. Selon la police, il n'y avait pas hier d'indice permettant de qualifier cet acte de terroriste.

Par ailleurs, on ignore encore si l'arme était chargée de balles réelles ou s'il s'agit seulement d'un pistolet d'alarme. « Cette arme avait l'air d'être vraie », a déclaré Huri Blakaj. C'est la première fois que l'Alle-



magne est victime d'une fusillade dans un cinéma, un genre d'attaque plus courant aux Etats-Unis. En revanche, le pays n'a pas été épargné par les massacres dans les écoles, notamment en 2002, lorsqu'un jeune de 19 ans a exécuté 16 personnes dans son ancien lycée à Erfurt (au nord de Francfort) avant de se suicider. La tuerie de Winnenden, près de Stuttgart, reste aussi gravée dans toutes les mémoires. En 2009, un jeune de 17 ans avait tué 15 personnes dans son ancien collège dont neuf élèves avant de se suicider lui aussi.

**CHRISTOPHE BOURDOISEAU**

## En bref

■ **UN HOMME** d'une trentaine d'années a été arrêté le 17 juin, a-t-on appris hier, dans le cadre l'enquête sur les explosions et incendies de deux cuves géantes d'un site pétrochimique à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône) le 14 juillet 2015. Un dispositif de mise à feu avait été retrouvé sur place, faisant craindre dans un premier temps à un attentat. Un audit de la sécurité et de la sûreté des sites industriels sensibles avait été alors annoncé par le gouvernement.

■ **MOHAMED ABRINI**, mis en cause dans les attentats du 13 novembre à Paris, détenu en Belgique, et qui a reconnu être le troisième homme — dit « au chapeau » — dans l'attentat à l'aéroport de Bruxelles, sera remis à la France a confirmé hier la chambre des mises en accusation. Il pourrait toutefois être jugé auparavant en Belgique.

■ **LE DIRECTEUR** de cabinet d'Anne-Lise Dufour, la députée-maire PS de Denain (Nord), a été mis en examen mercredi pour complicité d'incendie volontaire d'un commerce de la ville tenu par un Roumain, dans la nuit du 20 au 21 mars dernier. Un agent municipal avait affirmé en avril aux policiers avoir organisé l'incendie criminel à sa demande. Placé sous contrôle judiciaire, il lui est interdit de se rendre à Denain et de contacter élus et employés.

## TOUTES LES INFOS DE DERNIÈRE MINUTE POUR LE QUINTÉ ET TOUTES LES COURSES DU JOUR

S.Flourent



S.Doussot



R.Porée



J.Sellier



K.Romain



Résultats & rapport

Interview

Conseils

NOS SPÉCIALISTES VOUS DISENT TOUT !



0 892 683 675

(EPA 0,60€ TTC/min + prix d'un appel)



Le Parisien





## ■ LE PLUS BEAU BUT

## La talonnade de Ronaldo

C'est bien sûr une question de goût. A ce jour, le plus beau but reste, selon nous, la talonnade derrière la jambe d'appui de Cristiano Ronaldo mercredi lors de Hongrie - Portugal (3-3). Un geste compliqué mais réussi à la perfection par le Portugais. La frappe dans la lucarne roumaine de Dimitri Payet et celle enroulée du Tchèque Marek Hamsik contre la Russie figurent incontestablement dans le top 3.



## ■ LES MEILLEURS SUPPORTEURS

## Le chœur des Irlandais

Les fans des deux Irlande se sont fait apprécier partout où ils sont passés. Leurs exploits sont nombreux : applaudir l'hymne adverse, chanter en chœur malgré les défaites, entraîner les autres supporters dans des chansons jusqu'au bout de la nuit, aider une Parisienne à changer son pneu ou chanter une sérénade à une jolie Bordelaise (ci-contre). Par leur gentillesse et leur enthousiasme, ils ont fait oublier les débordements des hooligans.



## ■ LE CHIFFRE

**100** Petit pays de 331 000 habitants, l'Islande compte 100 joueurs professionnels. La France en dénombre 1 960. Pour leur première participation à une compétition internationale, les 23 sélectionnés de Lars Lagerback ont terminé 2<sup>e</sup> de leur poule et défieront l'Angleterre lundi à Nice. Une qualification historique pour les 8<sup>es</sup>. Il y a même eu 99,8 % de part d'audience à la télé islandaise pour le match face à l'Autriche.



# On attend déjà la suite

**BILAN.** Marqué par un bel engouement populaire, l'Euro va entrer demain dans sa deuxième phase avec le début des huitièmes de finale. Voici ce qu'il faut retenir des deux premières semaines.

## Le jeu

## Plus de suspense mais moins de buts

**Avec le début** des huitièmes de finale dès demain, une nouvelle compétition commence. L'impératif de la victoire imposera-t-il un style plus débridé et plus spectaculaire que lors du premier tour ? La phase de groupes s'est achevée mercredi soir un peu comme elle avait commencé.

A l'image des Français et de Dimitri Payet, maître du suspense avec son but décisif à la 89<sup>e</sup> minute lors du match d'ouverture, la Belgique et l'Irlande se sont, elles aussi, imposées dans le finish, respectivement à la 84<sup>e</sup> et à la 85<sup>e</sup> minute. Une simple coïncidence ? Bien au contraire, c'est plutôt une tendan-

**1,92**  
C'est la moyenne de buts marqués lors des 36 premiers matchs de cet Euro 2016. Elle était de 2,5 en 2012.

ce lourde des deux premières semaines du tournoi. Dix-huit buts sur soixante-neuf ont ainsi été marqués au-delà de la 80<sup>e</sup> minute (soit 26 % du total des buts marqués) au cours des arrêts de jeu. Une réalité statistique qui traduit la physionomie générale des rencontres. Très bien préparées sur le plan physique et bien organisées tactiquement, les « petites » équipes de l'Euro ont désormais les armes pour résister et lorsqu'elles craquent, ce n'est qu'en toute fin de rencontre.

Autre tendance du premier tour, la moyenne de buts par match est en net retrait par rapport aux qua-

tre dernières éditions de l'Euro. Elle était de 2,5 en 2012 (2,66 en 2004 et 2,71 en 2000). Elle est descendue cette année à 1,92 buts par rencontre. Un recul qui s'explique, au moins en partie, par le nouveau format de la compétition ouverte pour la première fois à 24 équipes. Le fait que la 3<sup>e</sup> place de groupe puisse être qualificative a encouragé en effet nombre d'équipes au calcul plus qu'à la prise de risques.

« C'est un tournoi difficile pour tous les grands pays, observe enfin l'ex-champion d'Europe Christian Karembeu. On l'a vu au premier tour pour la Belgique ou pour le Portugal. Tout le monde est émoussé. J'espère que le show continuera ou plutôt qu'il va commencer dès les huitièmes de finales. »

RONAN FOLGOAS (AVEC Y.L.)



Stade-Vélodrome (Marseille), le 15 juin. A l'image d'autres équipes, les Bleus (ici Koscielny, Griezmann et Matuidi, de g. à dr.) ont pris l'habitude de marquer en toute fin de match.

## ■ VOIX EXPRESS

Propos recueillis par ROBIN KORDA

## Que reprenez-vous de cette première phase de l'Euro ?



**Marine Burgun**  
24 ans, architecte urbaniste  
Paris (XII<sup>e</sup>)

« Les paris au bureau. C'est ce qui me motive à regarder le plus de matchs possible ! Entre collègues, on utilise un petit site de paris en ligne. On ne mise pas d'argent mais le vainqueur final se fera payer un coup. Au bureau, c'est synonyme de bonne ambiance. Surtout que je suis régulièrement bien placée ! Enfin... J'ai très mal parié ces derniers jours. Mais il me reste un peu de temps avant la fin de l'Euro pour me refaire. »



**Gary Armstrong**  
57 ans, chef de projet  
Cambridge (Royaume-Uni)

« Le mauvais jeu de la sélection anglaise. Nos joueurs sont bons, mais la Premier League les fatigue trop. Comme les tournois internationaux ont lieu l'été, ils n'arrivent plus à être performants. On a eu de la chance pour le tirage des 8<sup>es</sup> face à l'Islande. Mais, si l'on passe et qu'on se retrouve face à la France, je doute que l'on arrive à vous battre. Heureusement, nous avons Jamie Vardy. C'est un attaquant extraordinaire. »



**Malek Nakmouche**  
22 ans, agent de sécurité  
Saint-Ouen (93)

« L'ambiance à Paris. C'est formidable d'avoir ces supporters venus de toute l'Europe dans nos rues. Je passe beaucoup de temps en voiture et je regarde ces maillots de toutes les couleurs. En temps normal, je ne m'intéresse pas trop au foot mais le fait de les voir s'écarter dans les bars et les restaurants, ça donne une ambiance particulière dans la ville. Une atmosphère à la fois sportive et festive. On a envie de partager leur joie ! »



**Yaya Diaw**  
42 ans, cariste en logistique  
Belfort (90)

« Une grosse déception : l'état des pelouses ! Avec tout l'argent que le football brasse, cela laisse à désirer. Et ça donne une mauvaise image de l'organisation. C'est incompréhensible de la part de l'UEFA. Au dernier match des Bleus, à Lille, c'était frappant. On a vu les joueurs glisser, le ballon rebondir n'importe comment... Après, de là à dire que c'est pour ça qu'on n'a pas gagné... Je n'irais pas jusque-là. »



**Marjolaine Guignard**  
25 ans, adjointe administrative  
Québec (Canada)

« Les supporters irlandais. J'ai découvert des vidéos incroyables. On les voit chanter pour la police française, réparer la voiture d'un passant, chanter une berceuse pour un bébé dans le métro... Je n'aime pas le foot, mais là je dois dire qu'ils véhiculent une très belle image de ce sport. Ils sont tous derrière leur pays. Et ils sont si sympathiques que nous aussi, on aurait presque envie de soutenir l'Irlande. »

## François Hollande n'en rate pas un

Il est — et sera — de tous les matchs de l'équipe de France. François Hollande, qui ira à Lyon dimanche pour assister au match contre l'Eire, a résolument endossé le maillot de supporter n° 1 des Bleus. Aussi fin connaisseur du football que Nicolas Sarkozy, l'ancien licencié du FC Rouen était allé saluer les joueurs de Deschamps le 6 juin à Clairefontaine. Cependant, il s'interdit, contrairement à son prédécesseur, de descendre dans les vestiaires avant ou après les rencontres. « Il préfère laisser les joueurs discuter de leur match entre eux et savourer leur victoire », indique-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat. En revanche, le président — qui assistera quoi qu'il arrive à la finale de l'Euro — n'omet jamais d'envoyer un sms de félicitation à Deschamps après les rencontres. Outre le corrézien Koscielny, il apprécie notamment Lloris, Cabaye et Matuidi, qui l'a accompagné en Afrique il y a un an. Pour l'instant, confie-t-on à l'Elysée, « son coup de cœur footballistique, c'est N'Golo Kanté ».

PHILIPPE MARTINAT





## IL A DIT...

« J'espère que Puma ne fabrique pas de préservatifs »

**LE SUISSE** Xherdan Shaqiri a préféré prendre sur le ton de l'humour l'affaire des maillots. Lors du match contre la France (0-0), dimanche à Lille, plusieurs des tuniques de la Nati se sont déchirées. Quatre joueurs (Mehmedi, Embolo, Dzemaili et Xhaka, ci-contre, par deux fois) ont ainsi dû en changer pendant la rencontre. Le lendemain, Puma, l'équipementier de l'équipe helvétique, a fait savoir qu'un défaut de fabrication était à l'origine de cette mauvaise publicité.



## LE BIDE

### Les pelouses

Il y a deux ans, le Brésil s'était fait moquer pour avoir fait repeindre en vert la pelouse abîmée de Manaus pendant le Mondial 2014. Une pratique indigne d'une grande compétition disait-on. Pourtant, la France n'a pas fait mieux en recourant à cet artifice à Lille où la pelouse, changée avant la compétition par l'UEFA, est catastrophique au point d'être à nouveau remplacée. A Marseille, un concert d'AC/DC un mois avant l'Euro a aussi endommagé le gazon. Et celui du Stade de France est également médiocre.

## LE RATÉ

### Super Victor, pas si super

Super Victor ? Ça vous dit quelque chose ?

Probablement pas. C'est pourtant le nom de la mascotte de l'Euro qui passe pour le moins inaperçue durant cette compétition (alors que l'on se souvient encore du coq Footix lors de la coupe du monde 1998). De l'autre côté de la Manche, en revanche, à quelques heures du match d'ouverture opposant la France à la Roumanie, la presse anglaise s'est largement moquée de l'UEFA en relayant l'information selon laquelle notre Super Victor, le gentil garçon au large sourire et à la cape rouge, porte aussi le nom... d'un sex toy. De quoi regretter les autres choix de noms qui n'ont pas été retenus comme Driblou ou Goalix...



# avec impatience



## L'engouement

### Des records d'audience à la télé

**C'EST UN CONSTAT** visuel et sonore. Si l'on exclut le cas particulier du Stade de France, les enceintes qui paraissent parfois trop grandes en Ligue 1 ou Ligue 2 (Lens) ont toutes fait le plein pour l'Euro. Et ceux qui n'ont pas eu la chance d'avoir un billet ont en partie migré vers les fans-zones de chaque ville hôte.

A Paris, 550 000 personnes se sont déjà massées sur le Champ-de-Mars depuis le concert de David Guetta le 9 juin, avec un pic à 90 000 spectateurs lors de Suisse-France le 19 juin. Celle de Lille fait le plein les jours de match mais a dû fermer à cause de la pluie vendredi dernier alors que

13,9

C'est l'audience moyenne en millions de téléspectateurs pour les 3 matchs des Bleus, diffusés sur TF1 et M6.



Lille (Nord), le 16 juin. Chaque jour de match, la fan-zone de Lille fait le plein.

Marseille, qui a peut-être vu trop grand avec ses 80 000 places, a annulé la retransmission de Suisse-France à cause du mistral. Dans d'autres villes, comme Lyon par exemple, la météo a aussi joué sur le taux de remplissage.

Du côté des diffuseurs, BeIN Sports propose tous les matchs à ses quelques trois millions d'abonnés, mais TF1 et M6 profitent aussi de l'événement. La première a réalisé la meilleure audience de l'année

(14,5 millions de téléspectateurs) lors de France - Roumanie alors que TMC, filiale du groupe TF1, a battu son record historique avec 3,5 millions de téléspectateurs devant Slovaquie - Angleterre. D'ici le 10 juillet, TF1 diffusera encore dix matchs, contre cinq pour M6. Mais cette dernière a obtenu la finale et déjà battu son record lors de Suisse - France avec 13,4 millions de téléspectateurs de moyenne, dont une pointe à 15,9 millions en fin de match.

A.M.

## La fausse note

### Seuls les hooligans ont gâché la fête

**C'ÉTAIT LE 11 JUIN**, dès le lendemain de l'ouverture de l'Euro : des hordes de pseudo-supporteurs, déterminés à se battre, qui s'attaquent à d'autres légèrement avinés autour du Vieux-Port de Marseille à quelques heures d'Angleterre - Russie, un match classé à risque. Un déchaînement de violence inouï, en pleine journée, venu rappeler que le hooliganisme, éclipsé par la menace du terrorisme, voire sous-estimé, reste une plaie. Bilan, 35 blessés, en grande majorité britannique, dont deux très sérieusement touchés étaient toujours dans le coma dans un état stable en début de semaine. Parmi les personnes interpellées lors de ces violences, dix ont été jugées par le tribunal correctionnel de Marseille, écopant de quelques mois de prison avec sursis à un an ferme.

Au total, 755 personnes ont été arrêtées depuis le début de la compéti-

755

personnes ont été arrêtées depuis le début de la compétition, donnant lieu à 452 gardes à vue.



Marseille (Bouches-du-Rhône), le 11 juin. Avant le match Angleterre - Russie, des hooligans se sont affrontés autour du Vieux-Port dans un déchaînement de violence inouï.

tion, donnant lieu à 452 gardes à vue. 43 ont déjà été condamnées, dont 26 à des peines de prison ferme et 17 à du sursis. Elles étaient poursuivies entre autres pour ivresse sur la voie publique, détention ou usage de fumigènes, violences volontaires ou encore « participation à un groupement en vue de préparer des violences ». Parallèlement, 34 arrêtés de reconduite à la frontière et 25 obliga-

tions de quitter le territoire ont été pris à l'encontre des ressortissants étrangers. Problème : le temps pour l'administration de mettre à jour les fichiers Schengen, certains expulsés ont pu de nouveau rentrer en France, à l'image du provocateur Alexander Chpryguine, supporter ultranationaliste russe, réapparu à Toulouse... avant d'être de nouveau expulsé.

CLÉMENT RENARD

## Les retombées économiques

### Hôteliers, livreurs... tout le monde y gagne

**MÊME S'IL NE S'AGIT** que d'une première tendance, le nombre de visiteurs serait moins important que prévu pour le moment. La SNCF, qui avait tablé sur 2,1 millions de supporters, « imagine que les grèves ont eu un impact négatif ». Malgré tout, les professionnels sont satisfaits.

**■ Les hôteliers ont le sourire, sauf à Paris.** Le taux d'occupation dans les hôtels des villes accueillant la compétition est en moyenne entre 85 et 90 % selon l'Union des métiers de l'hôtellerie (UMIH). Nice, Lille et Saint-Etienne sont les bons élèves, avec un taux d'occupation qui frôle les 100 %. A l'inverse, Saint-Denis et Lyon ont connu des débuts difficiles (environ 70 %, selon l'UMIH). En revanche, à Paris, le taux est à peine supérieure à 80 %. La faute à l'ogre Airbnb, qui explose dans la capitale. Le taux d'occupation sur la plateforme de réservation de logements entre particuliers varie entre 87 % et 92 % à Paris, selon le Synhorcat, syndi-

De 85 % à 90%

Le taux d'occupation en moyenne dans les hôtels des villes accueillant la compétition.

cat national des hôteliers (Airbnb n'a pas souhaité communiquer). Abritel, son concurrent, peut aussi se réjouir. Depuis le 10 juin, son taux de remplissage est de 96 %.

**■ Jackpot pour les livreurs à domicile.** Depuis le début de l'Euro, les commandes d'Allo Resto connaissent une croissance de 80 % par rapport à l'an dernier. « Ca représente plusieurs dizaines de milliers de commandes en plus » se félicite le directeur général, Gilles Raison. Le panier moyen est passé de 20 à 50 €. Deliveroo, principal concurrent, profite aussi de « l'effet Euro ». Les soirs de match, le nombre de commande gonfle de 50 %.

**■ Les vendeurs de télévisions se frottent les mains.** En mai, 611 641 téléviseurs ont été vendus, pour un total de 239 M€, selon l'institut GfK. Une hausse de 64 % par rapport à l'année dernière. Pas question de rater un match.

VICTOR TASSEL



8<sup>e</sup> de finale. France - Eire J-2

# N'Golo Kanté, vrai coureur de fond

**DERNIER ARRIVÉ** dans le paysage de l'équipe de France, N'Golo Kanté semble déjà acclimaté au plus haut niveau. Comme s'il s'agissait de son milieu naturel. Après une première sélection fin mars, contre la Russie, le jour de ses 25 ans, ce Parisien de naissance a profité du forfait de Lassana Diarra pour s'installer comme titulaire au poste stratégique de sentinelle. Au cœur du milieu de terrain des Bleus, juste devant la défense, Kanté cumule aujourd'hui six sélections (1 but) et rien n'est encore venu troubler son étonnante progression.

Derrière cette réussite, un athlète exceptionnel dissimulé sous une taille modeste : 1,69 m selon les mesures officielles (1,66 m selon l'un de ses ex-entraîneurs). Même Deschamps n'en revient pas. « Tout paraît simple et facile pour lui, disait-il début juin. Il fait tout en aisance respiratoire. J'ai déjà joué à ce poste-là. Par moments, on peut tirer la langue un peu. Lui, il est facile ». L'aisance respiratoire ? Une expression atypique pour exprimer une idée simple : N'Golo Kanté est bien un monstre d'endurance.

Un constat partagé par Claudio Ranieri, son entraîneur à Leicester depuis l'été dernier. « Il courait tellement que je me suis dit qu'il avait des piles dans son short, expliquait le coach italien de l'équipe championne d'Angleterre à la surprise générale. Il n'arrêtait jamais, même à l'entraînement. J'ai été contraint de lui dire : Hey, N'Golo, ralentis.

Ne cours pas après chaque ballon, OK ? Il me répond : OK, coach. Oui, OK. Dix secondes après, il courait partout. Je lui ai dit : Un jour, je vais te voir centrer et être à la réception de ta propre passe ! Il est incroyable ». Comme ses statistiques individuelles. Meilleur intercepteur du championnat d'Angleterre (4,3 ballons chipés en moyenne), il est aussi le 5<sup>e</sup> meilleur tacleur de la Premier League cette saison.

## Un patrimoine génétique cultivé depuis l'enfance

Ceux qui l'ont cotoyé à Caen, son club précédent, détaillent le phénomène. « Je n'ai jamais vu un joueur aussi fort et puissant dans les dix premiers mètres, se souvient son ex-coéquipier José Saez. Avec lui, pas besoin de roulettes ou de virgules pour dribbler l'adversaire, son contrôle de balle est désormais très bon et ensuite, il place un coup de rein extraordinaire pour se sortir du marquage. Même chose quand il s'agit de récupérer des ballons : il sort de sa boîte à grande vitesse ». Lors de son passage en Normandie, entre 2013 et 2015, en Ligue 2 d'abord puis en Ligue 1, Kanté est classé

parmi les joueurs « exceptionnels » du groupe sur le plan physique. Sa vitesse maximale aérobie est alors évaluée à 21 km/h (une vitesse maximale qu'il peut maintenir entre quatre et huit minutes). « Cette VMA est digne du gratin mondial des milieux de terrain », appuie Jean-Marc Branger, le préparateur physique de Caen. Le fruit aussi d'un patrimoine génétique cultivé depuis l'enfance. Né dans

le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le Franco-Malien vit dans le quartier des Géra-n i u m s à Rueil-Mal-m a i s o n (Haut

s-de-Seine) et signe sa première licence à 10 ans à la JS Suresnes, le club le plus proche. « N'Golo courait tout le temps et surtout à l'endroit où il y avait le ballon, apprécie Pierre Ville, le dirigeant qui l'a pris sous son aile. A l'époque, il avait 50 cm d'écart avec ses adversaires. Maintenant il en a encore 30 mais il arrive toujours à faire la différence ». Au collège de Rueil, il gagne tous les cross. Au foot en revanche, son parcours n'a rien d'une voie royale. Toujours surclassé d'une catégorie à Suresnes, il est snobé par les centres de formation de Rennes, Sochaux et Lorient et échoue à l'entrée de Clairefontaine. Il finit par intégrer l'équipe première du club qui évolue en PH, le plus modeste niveau régional (la 9<sup>e</sup> division). Kanté termine meilleur buteur de son équipe avec 15 réalisations. Après un essai, il signe alors à Boulogne-sur-Mer et intègre dans un premier temps l'équipe réserve, puis le championnat National. Le début de son incroyable ascension.

RONAN FOLGOAS ET  
ARNAUD DETOUT



N'Golo Kanté (au centre) a signé sa première licence à 10 ans à la JS Suresnes. A l'époque il était nettement plus petit que ses partenaires, mais il faisait déjà la différence sur le terrain. (DR.)

## Rien de grave pour Rami

Adil Rami ne s'est pas entraîné avec le reste du groupe bleu hier lors de la séance à huis clos à Clairefontaine. Le défenseur tricolore s'est contenté d'un entraînement à part, en salle mais cela n'inquiète cependant

pas le staff de l'équipe de France. Le Sévillan devrait d'ailleurs s'entraîner normalement aujourd'hui avec le reste du groupe. Sa participation dimanche au 8<sup>e</sup> de finale face à l'Eire n'est en aucun cas remise en question. J.L.

## MÉMO BLEUS

**Hier.** Les Tricolores se sont entraînés sous une forte chaleur à 15 heures, l'horaire du coup d'envoi du match face à l'Eire dimanche. Avant la séance, ils avaient déjeuné à 11h30, comme ils le feront le jour du match.

**Aujourd'hui.** Déjeuner à 11h30 puis entraînement à 15 heures. Ils

quitteront ensuite Clairefontaine vers 17h30 pour rejoindre Lyon où ils arriveront vers 20 heures pour dîner.

**Infirmierie.** Rami (travail en salle)

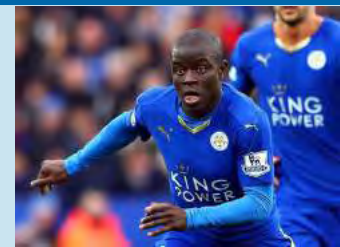
**Rendez-vous.** France - Eire, dimanche, 8<sup>e</sup> de finale de l'Euro 2016, 15 heures à Lyon (en direct sur BeIN Sports et TF1)

## Les Cinq étapes d'une incroyable ascension

Mars 2016 : Première sélection en équipe de France



2015-2016 : Leicester (Premier League)



2013-2015 : Stade Malherbe de Caen (Ligue 2 puis Ligue 1)



2010-2013 : US Boulogne-sur-Mer (CFA 2, 5<sup>e</sup> division puis National, 3<sup>e</sup> division)



2008-2010 : Suresnes (PH, équivalent de la 9<sup>e</sup> division)



14H-MINUIT : RMC 100% UEFA EURO 2016™

Le Parisien  
Aujourd'hui



RMC  
INFO TALK SPORT